



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
10 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
22

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

- Έγκριση του Πρακτικού της 10ης Συνόδου της Μικτής Ελληνοϊταλικής Επιτροπής για τη μεταφορά εμπορευμάτων οδικώς που υπογράφηκε στη Ρώμη στις 12 Μαΐου 1982. ... 1
- Έγκριση του Διοικητικού Κανονισμού για την εφαρμογή της Ελληνο-ελθετικής Σύμβασης κανονικής ασφάλειας, που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 24.10.1980. ... 2

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Αριθ. Φ0544/3148

(1)

Έγκριση του Πρακτικού της 10ης Συνόδου της Μικτής Ελληνοϊταλικής Επιτροπής για τη μεταφορά εμπορευμάτων οδικώς που υπογράφηκε στη Ρώμη στις 12 Μαΐου 1982.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Έχοντας υπόψη :

1. Τη διάταξη της παραγρ. 1 του άρθρου 21, της Συμφωνίας για τη μεταφορά εμπορευμάτων οδικώς Ελλάδας - Ιταλίας που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 27 Οκτωβρίου 1966 και κυρώθηκε με τον αριθμ. 574/1968 Αναγκαστικό Νόμο, που δημοσιεύτηκε στο αριθμ. 229 Φύλλο της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως τεύχος Α' της 28 Σεπτεμβρίου 1968, με την οποία συνιστάται Μικτή Επιτροπή.

2. Την κοινή απόφαση του Πρωθυπουργού και του Υπουργού Συγκοινωνιών 8715/9.7.1982 «ανάθεση αρμοδιοτήτων του Υπουργού Συγκοινωνιών στους Υφυπουργούς Συγκοινωνιών» ΦΕΚ 474/Β/13.7.1982.

3. Το περιεχόμενο του υπο έγκριση πρακτικού.

4. Την απόφαση υπ' αριθμ. 11355/82, ΦΕΚ 474/82 τ. Β' «ανάθεση αρμοδιοτήτων στους Υφυπουργούς Οικονομικών», αποφασίζουμε :

Εγκρίνουμε ως έχει και στο σύνολό του το Πρακτικό της 10ης Συνόδου της Μικτής Ελληνοϊταλικής Επιτροπής για τη μεταφορά εμπορευμάτων οδικώς, που υπογράφηκε στη Ρώμη στις 12.5.1982 και του οποίου το κείμενο σε

πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής :

Αθήνα 12 Ιανουαρίου 1983

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΜ. ΤΣΟΒΟΛΑΣ

ΥΦΥΠ. ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΑΣΛΑΝΗΣ

PROCES VERBAL

de la 10ème Réunion de la Commission Mixte gréco-italienne pour le transport routier de marchandises, tenue à Rome du 11 au 12 mai 1982.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation grecque

Mr. V. KARAVIAS, Directeur au Ministère de Coordination, Prédident.

Mr. ST. POTAMIANOS, Conseiller d'Ambassade au Ministère des Affaires Etrangères

Mr. D. TIKOPOULOS, Conseiller Commercial à l'Ambassade de Grèce à Rome.

Mr. D. ANGELOPOULOS, Directeur au Ministère des Communications

Mr. F. PAPAGEORGIOU, Chef des Services Routiers à la Régie des Chemins de Fer Helléniques

Mr. M. OIKONOMOU, Attaché Commercial à l'Ambassade de Grèce à Rome.

Délégation italienne

Mr. R. PELLEGRINI, Directeur Central au Ministère des Transports, Président

Mr. A. DENTE, Directeur à la Division des transports de voyageurs

Mr. E.M. FIASTRI, Directeur à la Division des transports de marchandises

Mr. I. NOTO, Inspecteur Supérieur au Ministère des Transports

Mr. S. FERRANTE, Représentant du Cabinet du Ministre des Transports

La traduction a été assurée par Mr. C. CARAMIS, Attaché à l'Ambassade de Grèce, pour la délégation grecque et par Mr. G. BOGDANOS pour la délégation italienne.

Les deux Délégations se sont mis d'accord sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Transport de voyageurs ;
- 2) Echange d'informations statistiques sur le transport de marchandises ;
- 3) Contingent d'autorisations pour le transport de marchandises pour l'année 1982
- 4) Transit à travers les ports de l'Adriatique

1) Les deux délégations ont pris acte du fait qu'il n'a pas été donné suite à la proposition d'établir une ligne d'autobus Athènes - Rome via Yougoslavie, sur laquelle il y a eu des réserves lors de la réunion de la Commission Mixte de Novembre 1980.

La délégation grecque a fait savoir que le nouveau Gouvernement grec s'intéresse vivement au développement organique des lignes de transport de voyageurs par autobus entre les deux Pays et, à cette fin, a confié la coordination des initiatives et la surveillance des tous les opérateurs responsables à la Régie des Chemins de Fer Helléniques en collaboration avec les transporteurs intéressés.

Tout cela, évidemment, dans le plein respect du principe de réciprocité entre les transporteurs des deux Pays.

La délégation grecque présente donc officiellement des demandes pour deux lignes d'autobus :

1. Athènes - Trieste - Bologne - Milano via Yougoslavie (annuelle) ;
2. Athènes - Bologne via Brindisi (saisonnière) ; dont il est question dans la lettre du Ministère grec des Communications sub no F2 78/T/13685/1042 du 9 avril 1982.

A ce propos la délégation grecque déclare retirer toutes les autres demandes de lignes régulières adressées auparavant aux Autorités italiennes par des transporteurs grecs.

En outre, elle annonce qu'une demande sera déposée pour le passage en transit à travers l'Italie d'une ligne d'autobus Athènes - Ferneti - Mont Blanc - Paris - Londres, à être exploitée par la Régie des Chemins de Fer Helléniques, ainsi qu'une autre ligne en transit via Ferneti - Chiasso en destination de la Belgique et des Pays - Bas, toujours sous le contrôle de la Régie des Chemins de Fer Helléniques.

2) A l'issue d'un ample examen des données statistiques sur l'échange global des marchandises entre l'Italie et la Grèce, les deux délégations ont constaté que, au cours des années 1980 - 1981, malgré une certaine tendance à la fluctuation du volume global des échanges, les transporteurs des deux Pays ont exercé une activité suffisante à garantir le flux normal des exportations.

Les transporteurs grecs ont complètement épuisé le contingent mis à leur disposition en vue d'assurer les exportations grecques vers l'Italie autant que vers l'Europe du Nord.

La délégation grecque a fait un exposé des lignes directrices d'un programme pour le développement du raccordement routier entre la Grèce et la CEE, en vue duquel elle a sollicité l'attention particulière des Autorités italiennes, étant donné qu'un tel programme pourrait faciliter l'apport des entreprises italiennes à la construction d'infrastructures ou autres travaux d'intérêt public en Grèce.

Dans cette optique la délégation grecque a souligné le besoin pressant d'accorder une augmentation substantielle du contingent des autorisations, en le por-

tant, pour l'année 1982, de 7.200 à 12.000 et en prévoyant une augmentation proportionnelle de 25% sur le contingent total pour les années 1983 - 1984.

Tout en faisant valoir, sur la base des données statistiques examinées au cours de la réunion et des évaluations sur l'utilisation du contingent par les transporteurs italiens pendant les années 1980 - 81, qu'une augmentation du contingent, dans la mesure sollicitée par la partie grecque, ne serait pas justifiée, la délégation italienne a déclaré, en tout état de cause, pouvoir accéder à la demande grecque d'une augmentation du contingent en le portant de 7.200 à 10.000 autorisations pour l'année 1982, en plus de 2000 autorisations pour les ports de l'Adriatique du Nord.

Il sera procédé à une vérification des données statistiques de transport et à l'évaluation de l'utilisation suffisante des autorisations par les transporteurs des deux Pays, au cours de 1982, lors d'une prochaine réunion des deux délégations en octobre 1982, où seront évalués les besoins des transports pour l'année 1982 et 1983.

Ensuite, en ce qui concerne le transport combiné routier - maritime, la délégation grecque a fait savoir qu'un programme d'élargissement des activités de ferry - boats, y compris ceux destinés aux Port de l'Adriatique du Nord, fait actuellement l'objet d'une étude en Grèce.

Dans ce contexte et en vue de stimuler la création de sociétés mixtes de transport, il a été convenu d'augmenter le nombre des tracteurs, à maintenir stationnés dans les divers ports, de 20 à 50 unités, à titre de réciprocité pour chacune des parties.

Dans ce sens, la délégation italienne recommande, en particulier, à la délégation grecque de destiner au moins 10 tracteurs au port de Trieste, une fois que sera activé un service efficace de transport combiné routier-maritime à destination du port ci-haut mentionné.

La délégation grecque déclare beaucoup apprécier, le bon accueil fait par la partie italienne aux exigences du plan de développement des transports de son Pays.

Les deux délégations se sont mises d'accord, en outre, pour tenir la prochaine réunion de la Commission Mixte dans la seconde moitié du mois d'octobre 1982 en Grèce à un lieu et date à fixer en temps opportun.

Les deux délégations se félicitent de l'ambiance cordiale dans laquelle se sont déroulés les pourparlers, ainsi que de l'esprit de compréhension mutuelle qui a prévalu au sein de la Commission Mixte.

Fait à Rome le 12 mai 1982

| | |
|--------------------------|----------------------------|
| Le Président | Le Président |
| de la Délégation grecque | de la Délégation italienne |
| V. KARAVIAS | R. PELLEGRINI |

(Επίσημη μετάφραση Φ 093/1029)

ΠΡΑΚΤΙΚΟ

της 10ης Συνόδου της Μικτής Ελληνο - ιταλικής Επιτροπής οδικών μεταφορών εμπορευμάτων, που συνήλθε στη Ρώμη από τις 11 μέχρι τις 12 Μαΐου 1982

Οι Αντιπροσωπείες που έλαβαν μέρος στη σύνοδο είχαν την ακόλουθη σύνθεση :

Ελληνική αντιπροσωπεία

κ. Β. ΚΑΡΑΒΙΑΣ, Διευθυντής στο Υπουργείο Συντονισμού, Πρόεδρος.

κ. ΣΤ. ΠΟΤΑΜΙΑΝΟΣ, Σύμβουλος Πρεσβείας στο Υπουργείο Εξωτερικών.

κ. Δ. ΤΙΚΟΠΟΥΛΟΣ, Εμπορικός Σύμβουλος της Πρεσβείας της Ελλάδας στη Ρώμη.

κ. Δ. ΑΓΓΕΛΟΠΟΥΛΟΣ, Διευθυντής στο Υπουργείο Συγκοινωνιών.

κ. Φ. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΟΥ, Προϊστάμενος των Οδικών Υπηρεσιών στον Οργανισμό Ελληνικών Σιδηροδρόμων (ΟΣΕ).

κ. Μ. ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ, Εμπορικός Ακόλουθος της Πρεσβείας της Ελλάδας στη Ρώμη.

Ιταλική αντιπροσωπεία

κ. R. PELLEGRINI, Κεντρικός Διευθυντής στο Υπουργείο Μεταφορών, Πρόεδρος.

κ. A. DENTE, Διευθυντής της Διεύθυνσης μεταφορών επιβατών.

κ. E.M. FIASTRI, Διευθυντής, της Διεύθυνσης μεταφορών εμπορευμάτων.

κ. I. NOTO, Ανώτερος Επιθεωρητής του Υπουργείου Μεταφορών.

κ. S. FERRANTE, Αντιπρόσωπος του Γραφείου του Υπουργού Μεταφορών.

Η μετάφραση έγινε από τον κ. Κ. ΧΑΡΑΜΗ, Ακόλουθο της Πρεσβείας της Ελλάδας, για την ελληνική αντιπροσωπεία και από τον κ. Γ. ΜΗΟΓΔΑΝΟ για την ιταλική αντιπροσωπεία.

Οι δύο Αντιπροσωπείες συμφώνησαν για την ακόλουθη ημερήσια διάταξη :

- 1) Μεταφορά επιβατών.
- 2) Ανταλλαγή στατιστικών πληροφοριών για τη μεταφορά εμπορευμάτων.
- 3) Ποσόστωση αδειών για τη μεταφορά εμπορευμάτων για το έτος 1982.
- 4) Διαμετακόμιση μέσω των λιμανιών της Αδριατικής.

1) Οι δύο αντιπροσωπείες σημείωσαν το γεγονός ότι δεν δόθηκε συνέχεια στην πρόταση ίδρυσης μίας λεωφορειακής γραμμής Αθήνα - Ρώμη μέσω Γιουγκοσλαβίας, για την οποία υπήρξαν επιφυλάξεις κατά τη σύνοδο της Μικτής Επιτροπής τον Νοέμβριο 1980.

Η ελληνική αντιπροσωπεία γνωστοποίησε ότι η νέα ελληνική Κυβέρνηση ενδιαφέρεται έντονα για την οργανική ανάπτυξη των γραμμών μεταφοράς επιβατών με λεωφορεία μεταξύ των δύο Χωρών και, προς το σκοπό αυτό, ανέθεσε το συντονισμό των πρωτοβουλιών και την εποπτεία όλων των υπευθύνων φορέων στον Οργανισμό Ελληνικών Σιδηροδρόμων σε συνεργασία με τους ενδιαφερόμενους μεταφορείς.

Όλα αυτά, προφανώς, με πλήρη σεβασμό της αρχής της αμοιβαιότητας μεταξύ των μεταφορέων των δύο Χωρών.

Η ελληνική αντιπροσωπεία υποβάλλει λοιπόν επίσημα αιτήσεις για δύο λεωφορειακές γραμμές :

1. Αθήνα - Τεργέστη - Μπολόνια - Μιλάνο μέσω Γιουγκοσλαβίας (ετήσια).

2. Αθήνα - Μπολόνια μέσω Μπρίντζι (εποχιακή) για τις οποίες γίνεται λόγος στην επιστολή του Ελληνικού Υπουργείου Συγκοινωνιών υπ' αριθμ. Φ 278/Τ/13685/1042 της 9ης Απριλίου 1982.

Εν προκειμένω, η ελληνική αντιπροσωπεία δηλώνει ότι αποσύρει όλες τις άλλες αιτήσεις τακτικών γραμμών που υποβλήθηκαν πρωτίτερα στις ιταλικές Αρχές από έλληνες μεταφορείς.

Εξ άλλου, ανακοινώνει ότι θα κατατεθεί μία αίτηση για τη διέλευση μέσω της Ιταλίας μίας λεωφορειακής γραμμής

Αθήνα - Φερνέτι - Μόν Μπλάν - Παρίσι - Λονδίνο, την οποία θα εκμεταλλεύεται ο Οργανισμός Ελληνικών Σιδηροδρόμων, καθώς και μιάς άλλης γραμμής τράνζιτο μέσω Φερνέτι - Κιάσσο με προορισμό το Βέλγιο και την Ολλανδία, πάντα υπό τον έλεγχο του Οργανισμού Ελληνικών Σιδηροδρόμων.

2) Στο τέλος μιάς ευρείας εξέτασης των στατιστικών στοιχείων για τη συνολική ανταλλαγή των εμπορευμάτων μεταξύ της Ιταλίας και της Ελλάδας, οι δύο αντιπροσωπείες διαπίστωσαν ότι, κατά τα έτη 1980 - 1981, παρά μία ορισμένη τάση για διακύμανση του συνολικού όγκου των ανταλλαγών, οι μεταφορές των δύο χωρών άσκησαν μία δραστηριότητα επαρκή για την εξασφάλιση της ομαλής ροής των εξαγωγών.

Οι έλληνες μεταφορείς εξάντλησαν τελείως την ποσόστωση που είχε τεθεί στη διάθεσή τους προκειμένου να εξασφαλίσουν οι ελληνικές εξαγωγές προς την Ιταλία καθώς και προς τη Βόρεια Ευρώπη.

Η ελληνική αντιπροσωπεία εξέθεσε τις κατευθυντήριες γραμμές ενός προγράμματος για την ανάπτυξη της οδικής σύνδεσης μεταξύ της Ελλάδας και της ΕΟΚ, για την οποία ζητήσε την ιδιαίτερη προσοχή των ιταλικών Αρχών, δεδομένου ότι ένα τέτοιο πρόγραμμα θα μπορούσε να διευκολύνει τη συμβολή των ιταλικών επιχειρήσεων στην κατασκευή υποδομών ή άλλων έργων δημοσίου ενδιαφέροντος στην Ελλάδα.

Μέσα σ' αυτό το πρίσμα, η ελληνική αντιπροσωπεία υπογράμμισε την επιτακτική ανάγκη της παροχής ουσιαστικής αύξησης της ποσόστωσης των αδειών, φέροντάς τη, για το έτος 1982, από 7.200 σε 12.000 και προβλέποντας μία ανάλογη αύξηση 25% στην ολική ποσόστωση για τα έτη 1983 - 1984.

Ενώ υποστήριξε, βάσει των στατιστικών στοιχείων που εξετάστηκαν κατά την σύνοδο και των υπολογισμών για την χρησιμοποίηση της ποσόστωσης από τους ιταλούς μεταφορείς κατά τα έτη 1980 - 1981, ότι μία αύξηση της ποσόστωσης, στο ύψος που ζητήθηκε από την ελληνική πλευρά, δεν θα ήταν δικαιολογημένη, η ιταλική αντιπροσωπεία δήλωσε, πάντως, ότι μπορεί να αποδεχθεί την ελληνική αίτηση αύξησης της ποσόστωσης φέροντάς τη από 7.200 σε 10.000 άδειες για το έτος 1982, συν 2.000 άδειες για τα λιμάνια της Βόρειας Αδριατικής.

Θα γίνει μία επαλήθευση των στατιστικών στοιχείων μεταφορών και μία εκτίμηση της επαρκούς χρησιμοποίησης των αδειών από τους μεταφορείς των δύο Χωρών, κατά το έτος 1982, σε μία προσεχή σύνοδο των δύο αντιπροσωπειών τον Οκτώβριο 1982, όπου θα αξιολογηθούν οι ανάγκες των μεταφορών για το έτος 1982 και 1983.

Κατόπιν, όσον αφορά στις συνδυασμένες οδοθαλάσσιες μεταφορές, η ελληνική αντιπροσωπεία γνωστοποίησε ότι ένα πρόγραμμα διεύρυνσης των δραστηριοτήτων οχηματογών, συμπεριλαμβανομένων και αυτών που έχουν προορισμό τα Λιμάνια της Βόρειας Αδριατικής, αποτελεί σήμερα αντικείμενο μελέτης στην Ελλάδα.

Μέσα σ' αυτά τα πλαίσια και με σκοπό την τόνωση της δημιουργίας μικτών εταιρειών μεταφοράς, συμφωνήθηκε να αυξηθεί ο αριθμός των ρυμουλκίων οχημάτων, να μεινουν σταθμευμένα στα διάφορα λιμάνια από 20 σε 50 μονάδες, με βάση την αμοιβαιότητα για κάθε πλευρά.

Απ' αυτή την έννοια, η ιταλική αντιπροσωπεία συνιστά, ιδιαίτερα, στην ελληνική αντιπροσωπεία να προορίσει τουλάχιστον 10 ρυμουλικά οχήματα, για το λιμάνι της Τεργέστης, μόλις δημιουργηθεί μία αποτελεσματική υπηρεσία συνδυασμένων οδοθαλάσσιων μεταφορών με προορισμό το παραπάνω λιμάνι.

Η ελληνική αντιπροσωπεία δηλώνει ότι εκτιμά πολύ την καλή ανταπόκριση της ιταλικής πλευράς στις απαιτήσεις του σχεδίου ανάπτυξης των μεταφορών της Χώρας της.

Οι δύο αντιπροσωπεύειες συμφώνησαν, επίσης, να συγκαλέσουν την επόμενη σύνοδο της Μικτής Επιτροπής μέσα στο δεύτερο ήμισυ του μηνός Οκτωβρίου 1982 στην Ελλάδα το μέρος και η ημερομηνία θα ορισθούν σε εύθετο χρόνο.

Οι δύο αντιπροσωπεύειες είναι ικανοποιημένες για την εγκάρδια ατμόσφαιρα μέσα στην οποία διεξήχθησαν οι συνομιλίες, καθώς και για το πνεύμα αμοιβαίας κατανόησης που επεκράτησε στους κόλπους της Μικτής Επιτροπής.

Έγινε στη Ρώμη στις 12 Μαΐου 1982

| | |
|--|---|
| Ο Πρόεδρος της ελληνικής Αντιπροσωπείας (υπογραφή) B. ΚΑΡΑΒΙΑΣ | Ο Πρόεδρος της ιταλικής Αντιπροσωπείας (υπογραφή) R. PELLEGRINI |
|--|---|

Ακριβής μετάφραση του συνημμένου γαλλικού κειμένου

Η Μεταφράστρια
Π. ΚΑΤΣΑΡΟΥ

Άρ.Φ. Φ11/1628 οίκ.

(2)

Έγκριση του Διοικητικού Κανονισμού για την εφαρμογή της Έλληνο - Έλβετικής Σύμβασης κοινωνικής ασφάλειας, που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 24.10.1980

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝ. ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΣ

Έχοντας υπόψη :

1. Το άρθρο 22 της από 1ης Ιουνίου 1973 Σύμβασης κοινωνικής ασφάλειας και του συνημμένου σ' αυτή τελικού πρωτοκόλλου μεταξύ Ελλάδας και Έλβετίας, που κυρώθηκε με το Νομ/κό Δ/γμα αριθ. 20/7.9.74 και δημοσιεύτηκε στο ΦΕΚ 243 Τεύχος Α.

2. Το κείμενο των διατάξεων του υπό έγκριση Διοικ. Κανονισμού για την εφαρμογή της ανωτέρω Σύμβασης, αποφασίζουμε :

1. Έγκρινουμε όπως έχει και στο σύνολό του το «Διοικητικό Κανονισμό σχετικό προς τον τρόπο εφαρμογής της Σύμβασης κοινωνικής ασφάλειας συναφθείσης μεταξύ της Ελλάδος και της Έλβετίας την 1ην Ιουνίου 1973», που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 24.10.80 και του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στην Ελληνική και τη γαλλική γλώσσα έχει ως εξής :

Ο Ανωτέρω Διοικητικός Κανονισμός να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήναι, 11 Νοεμβρίου 1982

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

| | |
|------------------------------|---------------------------|
| ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ | ΕΡΓΑΣΙΑΣ |
| ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ | ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ |
| ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ | |
| ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ | |

ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

Σχετικός προς τον τρόπο εφαρμογής της Σύμβασης κοινωνικής ασφάλειας συναφθείσης μεταξύ της Ελλάδος και της Έλβετίας την 1ην Ιουνίου 1973.

.....
.....

Συμφώνως προς το άρθρο 22, παράγρ. πρώτη, στοιχείο α) της Σύμβασης κοινωνικής ασφάλειας συναφθείσης την 1ην Ιουνίου 1973 μεταξύ της Ελλάδος και της Έλβετίας, αποκαλούμενης εις το εξής «Η Σύμβασις», αί αρμόδιαι αρχαί εκπροσωπούμεναι :

Από ελληνικής πλευράς : Από τον κύριον Άναστάσιον Ζαφειρακόπουλον, διευθυντήν του Ύπουργείου Κοινων. Ύπηρεσιών.

Από Έλβετικής πλευράς : Από τον κύριον ADELRIKH SCHULER, διευθυντήν του Όμοσπονδιακού Γραφείου Κοινωνικών Ασφαλίσεων.

Συνεφώνησαν τας ακόλουθους διατάξεις :

ΤΙΤΛΟΣ I.

ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρον πρώτον

Οί αρμόδιαι Αρχαί αί όρίζόμεναι εις τὸ πρώτον άρθρον γράμμα δ) τῆς Συμβάσεως ἢ μετὴν συγκατάθεσιν των οί Όργανισμοί συνδέσμου οί όρίζόμενοι εις τὸ άρθρον 22 παράγρ. 2, τῆς Συμβάσεως, καταρτίζουν διὰ κοινῆς συμφωνίας τὰ ἀπαραίτητα ἔντυπα διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

ΤΙΤΛΟΣ II.

Δ/ΞΕΙΣ ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΦΑΡΜΟΣΤΕΑΣ ΝΟΜΟΘΕΣΙΑΣ

Άρθρον 2.

1. Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εις τὸ άρθρον 6, γράμμα α) πρώτῃν φράσιν τῆς Συμβάσεως, οί ὀργανισμοί τοῦ συμβαλλομένου Μέρους τοῦ οἱοῦ ἢ νομοθεσία παραμένει ἐφαρμοστέα, οί ὅποιοι ὀρίζονται εις τὴν ἐπομένην παράγραφον, βεβαιοῦν, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐργοδότη, ὅτι ὁ ἐνδιαφερόμενος ὑπάγεται εις αὐτὴν τὴν νομοθεσίαν.

2. Ἡ βεβαίωσις ἐκδίδεται.

— Εἰς τὴν Έλβετίαν.

Υπὸ τοῦ ἀρμοδίου Ταμείου ἀποζημιώσεως ἀσφαλίσεως γήρατος, ἐπιζώντων καὶ ἀναπηρίας καί, ἐνδεχομένως, ἐν περιπτώσει ἀτυχημάτων ὑπὸ τοῦ ἀρμοδίου περιφερειακοῦ γραφείου τοῦ Έλβετικοῦ Έθνικοῦ Ταμείου ἀσφαλίσεως (ἀποκαλούμενου εις τὸ ἐξῆς «τὸ Έθνικὸν Ταμεῖον»).

— Εἰς τὴν Ελλάδα

Υπὸ τοῦ ἀρμοδίου ὀργανισμοῦ εις τὴν ἀσφάλειν τοῦ οἱοῦ ὑπάγεται ὁ ἐνδιαφερόμενος.

3. Ἐὰν ἡ διάρκεια τῆς ἀποσπάσεως πρέπει νὰ παραταθῇ πέραν τῆς περιόδου τῶν 24 μηνῶν τῆς καθοριζομένης εις τὸ άρθρον 6, γράμμα α) φράσις πρώτη τῆς Συμβάσεως, πρέπει νὰ ζητηθῇ ἡ προβλεπομένη εις τὸ ἴδιο τοῦτο γράμμα α), δευτέρῃ φράσις, συναίνεσις

— Εἰς τὴν Έλβετίαν

Εἰς τὸ Όμοσπονδιακὸν Γραφεῖον κοινωνικῶν Ασφαλίσεων, εις τὴν Βέρνην,

— Εἰς τὴν Ελλάδα

εἰς τὸ Ύπουργεῖον Κοινωνικῶν Ύπηρεσιῶν, εις Αθήνας.

4. Ἡ λαμβανόμενη ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Αρχῶν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, διὰ κοινῆς συμφωνίας, ἀπόφασις, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ άρθρου 6 γράμμα α) τῆς Συμβάσεως πρέπει νὰ κοινοποιηθῇ εις τοὺς ἐνδιαφερομένους ὀργανισμούς.

Άρθρον 3.

1. Διὰ τὴν ἀσκήσιν τοῦ δικαιώματος ἐπιλογῆς τὴν προβλεπομένην εις τὸ άρθρον 7 παρ. 2 καὶ 3, τῆς Συμβάσεως, οί ἐργαζόμενοι οί ἀπασχολούμενοι εις τὴν Έλβετίαν ὀφείλουν νὰ ὑποβάλλουν τὴν αἴτησίν των.

— Εἰς τὸ Ἰδρυμα κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων, εις Αθήνας (ἀποκαλούμενον εις τὸ ἐξῆς «Ι.Κ.Α.»).

καὶ οί ἐργαζόμενοι οί ἀπασχολούμενοι εις τὴν Ελλάδα — Εἰς τὸ Όμοσπονδιακὸν Γραφεῖον ἀποζημιώσεων, εις τὴν Βέρνην.

2. Ἐφ' ὅσον οί ἀναφερόμενοι εις τὸ άρθρον 7 παρ. 2 καὶ 3 τῆς Συμβάσεως ἐργαζόμενοι ἐπιλέξουν τὴν νομοθεσίαν τοῦ διαπιστευόντος Κράτους, οί ἀρμόδιοι ἀσφαλιστικοί ὀργανισμοί τοῦ Κράτους αὐτοῦ χορηγοῦν εις αὐτοὺς

βεβαίωσιν ή όποια πιστοποιεῖ ότι υπάγονται εις την εν λόγω νομοθεσίαν.

Άρθρον 4.

Αί αποφάσεις αί ληφθεῖσαι διά κοινῆς συμφωνίας υπό τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, κατ' ἐφαρμογήν τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμβάσεως, κοινοποιούνται εις τοὺς ἐνδιαφερομένους ὁργανισμούς.

ΤΙΤΛΟΣ III.

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΣΧΕΤΙΚΑΙ ΠΡΟΣ ΠΑΡΟΧΑΣ

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ

Γήρας καὶ Θάνατος.

1. Ἕλληνες ὑπῆκοι διαμένοντες εις την Ἑλλάδα καὶ δυνάμενοι νὰ ἀξιώσουν παροχὰς τῆς Ἑλβετικῆς ἀσφαλίσεως Α. Εἰσαγωγή καὶ ὁδηγίαι διὰ τὰς αἰτήσεις.

Άρθρον 5.

1. Οἱ Ἕλληνες ὑπῆκοι ἀπευθύνουν την αἴτησίν των δι' ἑλβετικὴν σύνταξιν ἀσφαλίσεως - γήρατος καὶ ἐπιζώντων εις τὸ Ι.Κ.Α.

2. Αἱ αἰτήσεις συντάξεως πρέπει νὰ συντάσσονται ἐπὶ τῶν ἐντύπων, τὰ ὅποια ἔχουν τεθεῖ εις την διάθεσιν τοῦ Ι.Κ.Α. ἀπὸ τὸ Ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀποζημιώσεως (ἀποκαλούμενον εις τὸ ἐξῆς «τὸ Ἑλβετικὸν Ταμεῖον»). Αἱ ὁδηγίαι αἱ ὅποια δίδονται εις τὰ ἐντυπα, πρέπει, ἐφ' ὅσον αὐτὰ τὸ προβλέπουν, νὰ στηρίζονται ἐπὶ τῶν ἀπαραιτήτων δικαιολογητικῶν ἐγγράφων.

Άρθρον 6.

1. Τὸ Ι.Κ.Α. ἀναγράφει την ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς αἰτήσεως παροχῶν ἐπὶ τοῦ ἰδίου ἐντύπου καὶ ἐλέγχει ἂν ἡ αἴτησις αὕτη συμπληρώθηκε πλήρως. Τὸ Ι.Κ.Α. ἡ ὁ ἀρμόδιος ὁργανισμὸς πιστοποιεῖ, ἐφ' ὅσον προβλέπεται εις τὸν ἐντυπον, την ἀκρίβειαν τῶν δηλώσεων τοῦ αἰτούντος. Ἡ αἴτησις διαβιβάζεται ἀκολούθως ἀπὸ τὸ Ι.Κ.Α. εις τὸν Ἑλβετικὸν Ταμεῖον.

2. Κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Ἑλβετικοῦ Ταμεῖου, τὸ Ι.Κ.Α. χορηγεῖ καὶ ἄλλα ἐγγράφα ἢ ἐκδίδει βεβαιώσεις.

Άρθρον 7.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀποφασίζει ἐπὶ τῆς αἰτήσεως συντάξεως καὶ στέλνει κατ' εὐθείαν την ἀπόφασίν του εις τὸν αἰτούντα, μετ' ὑπόδειξιν τῶν μέσων καὶ προθεσμιῶν προσφυγῆς· διαβιβάζει δύο ἀντίγραφα αὐτῆς εις τὸ Ι.Κ.Α.

Άρθρον 8.

Οἱ Ἕλληνες ὑπῆκοι οἱ διαμένοντες εις την Ἑλλάδα ἀπευθύνουν τὰς προσφυγὰς των κατὰ τῶν ἀποφάσεων τῶν Ἑλβετικῶν Ταμείων ἀποζημιώσεως ἢ τὰς προσφυγὰς των διοικητικοῦ δικαίου κατὰ τῶν πρωτοδικῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων τῶν Ἑλβετικῶν Ἀρχῶν εις τὰς ἀρμοδίας ἑλβετικὰς δικαστικὰς Ἀρχάς, εἴτε ἀπευθείας διὰ συστημένης ἐπιστολῆς εἴτε μέσω τοῦ Ι.Κ.Α.

Εἰς την τελευταίαν αὐτὴν περίπτωσιν, τὸ Ι.Κ.Α. σημειώνει την ἡμερομηνίαν λήψεως ἐπὶ τοῦ διαβιβαστικοῦ ἐγγράφου τῆς προσφυγῆς προτοῦ την διαβιβάσει εις τὸ Ἑλβετικὸν Ταμεῖον, εις την διάθεσιν τῆς ἀρμοδίας δικαστικῆς Ἀρχῆς.

Β. Καταβολὴ τῶν Παροχῶν.

Άρθρον 9.

Αἱ συντάξεις τῆς ἑλβετικῆς ἀσφαλίσεως γήρατος καὶ ἐπιζώντων καταβάλλονται ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον εις τοὺς δικαιούχους οἱ ὅποιοι διαμένουν εις την Ἑλλάδα, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας ἀπὸ την ἑλβετικὴν νομοθεσίαν διατάξεις. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ δύνανται νὰ συμ-

φωνήσουν ὅτι αἱ πληρωμαὶ θὰ πραγματοποιοῦνται μέσω τῶν ὁργανισμῶν συνδέσμου.

Άρθρον 10.

Τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον ζητεῖ ἀπαξ τοῦ ἔτους ἀπὸ τοὺς δικαιούχους παροχῶν ἀσφαλίσεως γήρατος καὶ ἐπιζώντων, εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσω τοῦ Ι.Κ.Α., ἓνα πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον ὅτι εὐρίσκονται ἐν ζωῇ καθὼς καὶ τὰς ἄλλας βεβαιώσεις αἱ ὅποια εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν χορήγησιν τῶν παροχῶν.

Άρθρον 11.

Τὰ ἄρθρα 5 ἕως 9 ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν διὰ τὴν χορήγησιν καὶ τὴν πληρωμὴν τῆς ἐφ' ἀπαξ ἀποζημιώσεως κατ' ἐφαρμογήν τοῦ ἄρθρου 9 παρὰγραφος 2 τῆς Συμβάσεως.

Άρθρον 12.

1. Οἱ Ἕλληνες ὑπῆκοι, οἱ ὅποιοι ζητοῦν τὴν μεταφορὰν τῶν εἰσφορῶν κατ' ἐφαρμογήν τοῦ ἄρθρου 12, παρὰγραφοὶ 1 καὶ 2 τῆς Συμβάσεως, ὀφείλουν νὰ ἀπευθύνουν τὴν αἴτησίν των εις τὸν ἀρμόδιον ἐλληνικὸν ἀσφαλιστικὸν ὁργανισμὸν χρησιμοποιοῦντες πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν τὸ εἰδικὸν ἐντυπον αἰτήσεως μεταφορᾶς. Ἡ αἴτησις διαβιβάζεται ἀπὸ τὸ Ι.Κ.Α. εις τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον.

2. Τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀποφασίζει ἐπὶ τῆς αἰτήσεως καὶ κοινοποιεῖ τὴν ἀπόφασίν του εις τὸν αἰτούντα, στέλλει δύο ἀντίγραφα αὐτῆς εις τὸ Ι.Κ.Α. καὶ προβαίνει, ἐνδεχομένως, εις τὴν ζητηθεῖσαν μεταφορὰν.

3. Τὸ ἄρθρον 8 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐφαρμόζεται ἀναλόγως.

II. Ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπῆκοι διαμένοντες εις τὴν Ἑλβετίαν καὶ δυνάμενοι νὰ ἀξιώσουν παροχὰς τῆς ἐλληνικῆς ἀσφαλίσεως γήρατος καὶ ἐπιζώντων.

Α'. Εἰσαγωγή καὶ ὁδηγίαι διὰ τὰς αἰτήσεις.

Άρθρον 13.

1. Οἱ Ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπῆκοι ἀπευθύνουν τὴν αἴτησίν των διὰ παροχὰς τῆς ἐλληνικῆς ἀσφαλίσεως γήρατος καὶ ἐπιζώντων εις τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον.

2. Αἱ αἰτήσεις παροχῶν πρέπει νὰ συντάσσονται ἐπὶ τῶν ἐντύπων τὰ ὅποια ἔχουν τεθεῖ εις τὴν διάθεσιν τοῦ ἑλβετικοῦ Ταμεῖου ἀπὸ τὸ Ι.Κ.Α. Αἱ ὁδηγίαι αἱ ὅποια δίδονται εις τὰ ἐντυπα αὐτὰ πρέπει ἐφ' ὅσον αὐτὰ τὸ προβλέπουν, νὰ στηρίζονται ἐπὶ τῶν ἀπαραιτήτων δικαιολογητικῶν ἐγγράφων.

Άρθρον 14.

1. Τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀναγράφει τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς αἰτήσεως παροχῆς ἐπὶ τοῦ ἰδίου ἐντύπου, ἐλέγχει ἂν ἡ αἴτησις αὕτη συμπληρώθηκε πλήρως καὶ πιστοποιεῖ, ἐφ' ὅσον προβλέπεται εις τὸ ἐντυπον, τὴν ἀκρίβειαν τῶν δηλώσεων τοῦ αἰτούντος· τὸ ταμεῖον διαβιβάζει ἀκολούθως τὴν αἴτησιν εις τὸ Ι.Κ.Α.

2. Κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Ι.Κ.Α. τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον χορηγεῖ καὶ ἄλλα ἐγγράφα ἢ ἐκδίδει βεβαιώσεις.

Άρθρον 15.

Ὁ ἀρμόδιος ἐλληνικὸς ὁργανισμὸς ἀποφασίζει ἐπὶ τῆς αἰτήσεως παροχῆς καὶ στέλλει τὴν ἀπόφασίν του ἀπ' εὐθείας εις τὸν αἰτούντα, μετ' ὑπόδειξιν τῶν μέσων καὶ προθεσμιῶν προσφυγῆς· ἓνα ἀντίγραφον τῆς ἀποφάσεως αὐτῆς διαβιβάζεται ἀπὸ τὸ Ι.Κ.Α. εις τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον.

Άρθρον 16.

Οἱ Ἕλληνες καὶ ἑλβετοὶ ὑπῆκοι οἱ διαμένοντες εις τὴν Ἑλβετίαν ἀπευθύνουν τὰς πάσης φύσεως προσφυγὰς των κατὰ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἐλληνικῶν ἀσφαλιστικῶν ὁργα-

νισμών εις αὐτοὺς τοὺς ὀργανισμούς, εἴτε ἀπ' εὐθείας διὰ συστημένης ἐπιστολῆς, εἴτε μέσω τοῦ ἐλβετικοῦ Ταμείου.

Εἰς τὴν τελευταίαν αὐτὴν περίπτωσιν, τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον σημειώνει τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως ἐπὶ τοῦ διαβιβαστικοῦ ἐγγράφου τῆς προσφυγῆς προτοῦ τὴν διαβιβάζει εἰς τὸ Ι.Κ.Α., εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ ἀρμοδίου ὀργανισμοῦ. Β'. Καταβολὴ Παροχῶν.

Ἄρθρον 17.

Αἱ παροχαὶ γήρατος καὶ ἐπιζώντων καταβάλλονται ἀπ' εὐθείας ἀπὸ τὸν ἀρμοδίον ἐλληνικὸν ὀργανισμόν εἰς τοὺς δικαιούχους τοὺς διαμένοντας εἰς τὴν Ἑλβετίαν, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας ἀπὸ τῆς ἐλληνικῆς νομοθεσίας διατάξεις. Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅτι αἱ πληρωμαὶ θὰ πραγματοποιοῦνται μέσω τῶν ὀργανισμῶν συνδέσμου.

Ἄρθρον 18.

Ὁ ἀρμοδῖος ὀργανισμὸς ζητεῖ ἀπὸ τοὺς δικαιούχους παροχῶν, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε μέσω τοῦ ἐλβετικοῦ Ταμείου, πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον ὅτι εὐρίσκονται ἐν ζωῇ καθὼς καὶ τὰς ἄλλας βεβαιώσεις αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀπαραίτητα διὰ τὴν χορήγησιν τῶν παροχῶν.

III. Ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι διαμένοντες εἰς τρίτον Κράτος καὶ δυνάμενοι νὰ ἀξιῶσιν παροχὰς τῆς ἐλβετικῆς ἢ ἐλληνικῆς ἀσφαλίσεως γήρατος καὶ ἐπιζώντων.

Ἄρθρον 19.

1. Οἱ ἐλβετοὶ ὑπήκοοι οἱ διαμένοντες εἰς τρίτον Κράτος καὶ δυνάμενοι νὰ ἀξιῶσιν παροχὴν ἀπὸ τὴν ἐλληνικὴν ἀσφάλειν, στέλλουν τὴν αἴτησιν των ἀπ' εὐθείας εἰς τὸν ἀρμοδίον ἐλληνικὸν ὀργανισμόν ἐπισυνάπτοντες εἰς αὐτὴν τὰ ἀπαραίτητα δικαιολογητικά.

2. Οἱ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ διαμένοντες εἰς τρίτον Κράτος καὶ δυνάμενοι νὰ ἀξιῶσιν παροχὴν ἀπὸ τὴν ἐλβετικὴν ἀσφάλειν, στέλλουν τὴν αἴτησιν των ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον ἐπισυνάπτοντες εἰς αὐτὴν τὰ ἀπαραίτητα δικαιολογητικά.

3. Ὁ ἀρμοδῖος ἐλληνικὸς ὀργανισμὸς, εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν πρώτην παράγραφον, καὶ τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον, εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀποφασίζουν ἐπὶ τῶν αἰτήσεων, διαβιβάζουν τὰς ἀποφάσεις των καὶ πραγματοποιοῦν τὰς πληρωμὰς ἀπ' εὐθείας εἰς τοὺς δικαιούχους, ἐνδεχομένως, συμφώνως πρὸς τὰς συμφωνίας πληρωμῆς αἱ ὁποῖαι ὑφίστανται μεταξὺ τῆς χώρας τοῦ ὀφειλέτου ὀργανισμοῦ καὶ τοῦ τρίτου Κράτους.

IV. Βεβαίωσις τῶν περιόδων ἀσφαλίσεως

Ἄρθρον 20.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 15 τῆς Συμβάσεως, τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον βεβαιώνει, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Ι.Κ.Α., τὰς περιόδους ἀσφαλίσεως τὰς ὁποίας ἐπραγματοποίησεν ὁ αἰτῶν συμφώνως πρὸς τὴν ἐλβετικὴν νομοθεσίαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Ἀναπηρία.

I. Ἕλληνες καὶ Ἑλβετοὶ ὑπήκοοι δυνάμενοι νὰ ἀξιῶσιν σύνταξιν τῆς ἐλβετικῆς ἀσφαλίσεως ἀναπηρίας ἢ δικαιούχοι τοιαύτης παροχῆς.

Ἄρθρον 21.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου II, παράγραφος 3, τῆς Συμβάσεως, τὸ Ι.Κ.Α. βεβαιώνει, κατόπιν αἰτήσεως

τοῦ ἐλβετικοῦ Ταμείου, τὰς περιόδους ἀσφαλίσεως τὰς ὁποίας ἐπραγματοποίησεν ὁ αἰτῶν συμφώνως πρὸς τὴν ἐλληνικὴν νομοθεσίαν.

Ἄρθρον 22.

Ἐφ' ὅσον ὁ δικαιούχος συντάξεως λόγῳ ἀναπηρίας μετέφερε τὴν διαμονὴν του εἰς τὴν Ἑλλάδα, τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον δύναται, ὅποτεδῆποτε, νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὸ Ι.Κ.Α. νὰ προβῇ εἰς ἱατρικὰς ἐξετάσεις καὶ νὰ τοῦ παράσῃ πᾶσαν ἄλλην πληροφορίαν ἀπαιτουμένην ὑπὸ τῆς ἐλβετικῆς νομοθεσίας.

Ἄρθρον 23.

Ἐφ' ὅσον Ἕλλην ὑπήκοος δικαιούχος συντάξεως λόγῳ ἀναπηρίας μεταφέρει τὴν διαμονὴν του εἰς τὴν Ἑλλάδα, τὰ ἄρθρα 8 ἕως 10 ἐφαρμόζονται ἀναλόγως.

II. Ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι δυνάμενοι νὰ ἀξιῶσιν ἐλληνικὴν σύνταξιν λόγῳ ἀναπηρίας ἢ εἶναι δικαιούχοι τοιαύτης παροχῆς.

Ἄρθρον 24.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 16 τῆς Συμβάσεως, τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον βεβαιώνει, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Ι.Κ.Α., τὰς περιόδους ἀσφαλίσεως τὰς ὁποίας ἐπραγματοποίησεν ὁ αἰτῶν συμφώνως πρὸς τὴν ἐλβετικὴν νομοθεσίαν.

Ἄρθρον 25.

Ἐφ' ὅσον ὁ δικαιούχος συντάξεως λόγῳ ἀναπηρίας, μετέφερε τὴν διαμονὴν του εἰς τὴν Ἑλβετίαν, τὸ Ι.Κ.Α. δύναται, ὅποτεδῆποτε νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὸ ἐλβετικὸν Ταμεῖον νὰ προβῇ εἰς ἱατρικὰς ἐξετάσεις καὶ νὰ τοῦ παράσῃ πᾶσαν ἄλλην πληροφορίαν ἀπαιτουμένην ὑπὸ τῆς ἐλληνικῆς νομοθεσίας.

Ἄρθρον 26.

Ἐφ' ὅσον ὁ δικαιούχος παροχῆς λόγῳ ἀναπηρίας μεταφέρει τὴν διαμονὴν του εἰς τὴν Ἑλβετίαν, τὰ ἄρθρα 16 ἕως 18 ἐφαρμόζονται ἀναλόγως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3.

Κοιναὶ διατάξεις εἰς τὰ κεφάλαια 1 καὶ 2

Ἄρθρον 27.

Αἱ περίοδοι ἀσφαλίσεως αἱ βεβαιωθεῖσαι συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 20 καὶ 21 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τῶν ἄρθρων 15 παράγραφος πρώτη, καὶ 11 παράγραφος 3, τῆς Συμβάσεως, μετατρέπονται κατὰ τὴν ἀναλογίαν ἐνὸς μηνὸς ἀσφαλίσεως εἰς τὰς ἐλβετικὰς ἀσφαλίσεις, πρὸς 25 ἡμέρας ἀσφαλίσεως εἰς τὰς ἐλληνικὰς ἀσφαλίσεις καὶ ἀντιστρόφως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τοῦ κανόνος τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν δύναται νὰ ἔχει ὡς ἀποτέλεσμα διὰ τὸ σύνολον τῶν περιόδων, αἱ ὁποῖαι ἐπραγματοποιήθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν ἐνὸς ἡμερολογιακοῦ ἔτους, ἓνα σύνολον ἀνώτερον τῶν δώδεκα μηνῶν προκειμένου περὶ τῆς ἐλβετικῆς νομοθεσίας καὶ 300 ἡμερῶν προκειμένου περὶ τῆς ἐλληνικῆς νομοθεσίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4.

Ἐργατικὰ ἀτυχήματα καὶ ἐπαγγελματικαὶ ἀσθενεῖαι.

Ἄρθρον 28.

I. Οἱ ἐλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι ἢ οἱ ἐπιζῶντες αὐτῶν οἱ διαμένοντες εἰς τὴν Ἑλλάδα, καὶ οἱ ὅποιοι ἀξιῶνουν παροχὰς εἰς περίπτωσιν ἐργατικοῦ ἀτυχήματος ἢ ἐπαγγελματικῆς ἀσθενείας κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐλβετικῆς νομο-

θεσίας, στέλλουν την αίτησίν των εις τὸ Ἐθνικὸν Ταμεῖον, εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσω τοῦ Ι.Κ.Α.

2. Οἱ ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι ἢ οἱ ἐπιζῶντες αὐτῶν οἱ διαμένοντες εἰς τὴν Ἑλβετίαν, καὶ οἱ ὁποῖοι ἀξιῶνουν παροχὰς εἰς περίπτωσιν ἐργατικοῦ ἀτύχηματος ἢ ἐπαγγελματικῆς ἀσθενείας κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἑλληνικῆς νομοθεσίας, στέλλουν τὴν αἴτησίν των εἰς τὸ Ι.Κ.Α., εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσω τοῦ Ἐθνικοῦ Ταμεῖου.

3. Οἱ ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι ἢ οἱ ἐπιζῶντες αὐτῶν οἱ διαμένοντες εἰς τρίτον Κράτος, καὶ οἱ ὁποῖοι ἀξιῶνουν παροχὰς τῆς ἑλβετικῆς ἢ ἑλληνικῆς ἀσφαλίσεως ἀτυχημάτων εἰς περίπτωσιν ἐργατικοῦ ἀτύχηματος ἢ ἐπαγγελματικῆς ἀσθενείας, πρέπει νὰ ἀπευθύνονται ἀπ' εὐθείας εἰς τὸν ἀρμόδιον ἑλβετικὸν ἢ ἑλληνικὸν ὁργανισμόν διὰ τὴν χορήγησιν τῶν παροχῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 29.

1. Οἱ ἑλβετοὶ καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι ἢ οἱ ἐπιζῶντες αὐτῶν οἱ διαμένοντες εἰς τὴν Ἑλλάδα στέλλουν τὰς προσφυγὰς των τὰς σχετικὰς πρὸς παροχὰς τῆς ἑλβετικῆς ἀσφαλίσεως ἀτυχημάτων εἰς τὸ κανονικὸν Δικαστήριον ἀσφαλίσεων, εἰς τὴν Λουκέρνην, καὶ τὰς προσφυγὰς των διοικητικοῦ δικαίου κατὰ τῶν ἀποφάσεων ἐνὸς καντονικοῦ ἀσφαλιστικοῦ δικαστηρίου εἰς τὸ ὁμοσπονδιακὸν Δικαστήριον ἀσφαλίσεων, εἰς τὴν Λουκέρνην, εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσω τοῦ Ι.Κ.Α. Εἰς τὴν τελευταίαν αὐτὴν περίπτωσιν, ἡ ἡμερομηνία λήψεως πρέπει νὰ σημειώνεται ἐπὶ τοῦ διαβιβαστικοῦ τῆς προσφυγῆς.

2. Οἱ Ἕλληνες καὶ ἑλβετοὶ ὑπήκοοι ἢ οἱ ἐπιζῶντες αὐτῶν οἱ διαμένοντες εἰς τὴν Ἑλβετίαν, στέλλουν τὰς πάσης φύσεως προσφυγὰς των κατὰ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἑλληνικῶν ἀσφαλιστικῶν ὁργανισμῶν εἰς αὐτοὺς τοὺς ὁργανισμοὺς εἴτε ἀπ' εὐθείας, διὰ συστημένης ἐπιστολῆς, εἴτε μέσω τοῦ ἑθνικοῦ Ταμεῖου.

Εἰς τὴν τελευταίαν αὐτὴν περίπτωσιν, τὸ ἑθνικὸν Ταμεῖον σημειώνει τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως ἐπὶ τοῦ διαβιβαστικοῦ τῆς προσφυγῆς προτοῦ τὴν διαβιβάσει εἰς τὸ Ι.Κ.Α., εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ ἀρμοδίου ὁργανισμοῦ.

Ἄρθρον 30.

Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἄρθρον 17, παράγραφος πρώτη τῆς Συμβάσεως, αἱ παροχαὶ εἰς εἶδος χορηγοῦνται ἀπὸ τὸν ὁργανισμόν τῆς χώρας ὅπου συνέβη τὸ ἀτύχημα, ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος ἀποδείξῃ τὸ δικαίωμά του διὰ τὰς ἐν λόγω παροχὰς.

Εἰς τὰς περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας οὐδεμία ἀπόδειξις ὑπάρχει ἢ ὁποία νὰ βεβαιώνει τὸ δικαίωμα διὰ παροχὰς, ὁ ὁργανισμὸς τοῦ τύπου, ὅπου συνέβη τὸ ἀτύχημα, ζητεῖ ἀπὸ τὸν ἀρμόδιον ὁργανισμόν τὰς ἀπαραιτήτους βεβαιώσεις καὶ δικαιολογητικά.

Ἄρθρον 31.

Κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 17, παράγραφος 2 τῆς Συμβάσεως, ὁ ὀφειλέτης ὁργανισμὸς ἐφοδιάζει τὸν ἡσφαλισμένον μὲ μίαν βεβαίωσιν ἀποδεικνύουσαν τὸ δικαίωμα του διὰ παροχὰς μετὰ τὴν μεταφορὰν τῆς διαμονῆς του.

Ἄρθρον 32.

Αἱ προθέσεις καὶ αἱ παροχαὶ εἰς εἶδος μεγάλης σημασίας, αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 17, παράγραφος 4, τῆς Συμβάσεως, ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸ παράρτημα 1 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Οἱ ὁργανισμοὶ συνδέσμου δύνανται νὰ συμφωνοῦν, ἀναλόγως πρὸς τὰς ἀνάγκας, νὰ ἐπιφέρουν τροποποιήσεις εἰς τὸ ἐν λόγω παράρτημα.

Ἄρθρον 33.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 18, παράγραφος πρώτη, τῆς Συμβάσεως, ἡ ἀνικανότης πρὸς ἐργασίαν πρέπει νὰ πιστοποιεῖται διὰ μιᾶς ἱατρικῆς ἐκθέσεως συντεταγμένης κατὰ τὸν τρόπον ὁ ὁποῖος ἐφαρμόζεται ὑπὸ τοῦ ὁργανισμοῦ τοῦ τόπου διαμονῆς. Ἐπιπλέον ὁ ἡσφαλισμένος πληροφορεῖ τὸν ἐν λόγω ὁργανισμόν περὶ τοῦ ὀνόματος καὶ τῆς διεύθυνσεως τοῦ ἐργοδότη του.

Ὁ ὁργανισμὸς τοῦ τόπου διαμονῆς βεβαιώνει τὴν διάρκειαν ἀνικανότητος πρὸς ἐργασίαν τοῦ ἡσφαλισμένου εἰς τὸν ἀρμόδιον ὁργανισμόν. Αὐτὸς ὁ τελευταῖος διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ ἐπανεξετάσῃ τὸν ἡσφαλισμένον ἀπὸ ἱατρὸν τῆς ἐκλογῆς του.

2. Αἱ μεταγενέστεραι ἱατρικαὶ ἐξετάσεις τοῦ ἡσφαλισμένου πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς μεθόδους αἱ ὁποῖαι ἐφαρμόζονται ἀπὸ τὸν ὁργανισμόν τοῦ τόπου διαμονῆς. Ἐφ' ὅσον ὁ τελευταῖος αὐτὸς διαπιστώσῃ ὅτι ὁ ἡσφαλισμένος εἶναι ἱκανὸς νὰ ἀναλάβῃ ἐργασίαν, ἀνακοινώνει τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήξεως τῆς ἀνικανότητος πρὸς ἐργασίαν ἀφ' ἐνὸς εἰς τὸν ἡσφαλισμένον καὶ ἀφ' ἑτέρου εἰς τὸν ἀρμόδιον ὁργανισμόν.

3. Ἐὰν ὁ ἀρμόδιος ὁργανισμὸς ζητεῖ τὴν πληρωμὴν τῶν παροχῶν εἰς χρῆμα μέσω τοῦ ὁργανισμοῦ τοῦ τόπου διαμονῆς, καθορίζει εἰς τὴν ἀνακοίνωσίν του τὸ ὕψος τῶν παροχῶν, καθὼς καὶ τὴν διάρκειαν κατὰ τὴν ὁποίαν αὐταὶ ὀφείλονται.

Ἄρθρον 34.

1. Κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 19 τῆς Συμβάσεως, τὰ πρὸς ἀπόδοσιν ἔξοδα τὰ σχετικὰ μὲ τὰς παροχὰς εἰς εἶδος ἀπὸ τὸν ἀρμόδιον ὁργανισμόν καθορίζονται ὡς ἀκολουθῶς :

α) Εἰς τὴν Ἑλβετίαν :

Τὰ πραγματικὰ ποσὰ τὰ καταβληθέντα ἀπὸ τὸ Ἐθνικὸ Ταμεῖον.

β) Εἰς τὴν Ἑλλάδα :

Αἱ πραγματικαὶ δαπάναι αἱ ἀναλογοῦσαι εἰς τὰς παροχὰς αὐτάς, ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὰς λογιστικὰς ἐγγραφὰς τῶν ὁργανισμῶν οἱ ὁποῖοι ἐχορήγησαν αὐτάς.

2. Τὰ ὑπὸ τῶν ἀσφαλιστικῶν ὁργανισμῶν τῶν δύο χωρῶν καθορισθέντα ποσὰ, συμφώνως πρὸς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὑπολογίζονται χωριστὰ δι' ἐκάστην περίπτωσιν. Αἱ πιστώσεις παρουσιάζονται μεθ' ἐκάστην ἐκκαθάρσιν.

Ἄρθρον 35.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος κεφαλαίου ἐφαρμόζονται ἐπίσης κατ' ἀναλογίαν ἐπὶ τῶν μὴ ἐπαγγελματικῶν ἀτυχημάτων ἀποζημιωτέων συμφώνως πρὸς τὰς νομοθεσίας Ἑλβετίας καὶ Ἑλλάδος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5.

Οἰκογενειακαὶ Παροχαί.

Ἄρθρον 36.

1. Οἱ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ διαμένοντες εἰς τὴν Ἑλβετίαν καὶ οἱ ὁποῖοι ζητοῦν ἐπιδόματα τέκνων κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἑλβετικῆς ὁμοσπονδιακῆς νομοθεσίας διὰ τέκνα διαμένοντα εἰς τὴν Ἑλλάδα, πρέπει νὰ συνοδεύουν τὴν αἴτησίν των μὲ βεβαίωσιν ἀποδεικνύουσαν τὴν ὑπαρξίν τέκνων καὶ ἐκδιδομένην ὑπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ τόπου διαμονῆς τῶν τέκνων, ἢ ὁποία εἶναι καθ' ὕλην ἀρμοδία. Οἱ Ἕλληνες ὑπήκοοι ἐπιπλέον θὰ παράσχουν ὅλας τὰς ἄλλας πληροφορίες ἢ ὅλα τὰ ἔγγραφα τὰ ὁποῖα θὰ ζητήσουν τὰ ταμεῖα οἰκογενειακῶν ἐπιδομάτων, συμφώνως πρὸς τὴν ἑλβετικὴν νομοθεσίαν.

2. Οἱ ἑλβετοὶ ὑπήκοοι οἱ διαμένοντες εἰς τὴν Ἑλλάδα καὶ οἱ ὁποῖοι ζητοῦν ἐπιδόματα τέκνων κατ' ἐφαρμογὴν

της ελληνικής νομοθεσίας, διὰ τέκνα διαμένοντα εἰς τὴν Ἑλβετίαν, πρέπει νὰ συνοδεύουν τὴν αἰτήσιν των μὲ βεβαίωσιν ἀποδεικνύουσαν τὴν ὑπαρξίν τέκνων καὶ ἐκδιδομένην ὑπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ τόπου διαμονῆς τῶν τέκνων, ἡ ὁποία εἶναι καθ' ἑξῆς ἀρμοδία. Οἱ ἑλβετοὶ ὑπῆκοι θὰ παράσχουν ἐπιπλέον ὅλας τὰς ἄλλας πληροφορίας ἡ ὅλα τὰ ἔγγραφα, τὰ ὁποῖα θὰ ζητήσῃ ὁ ὀργανισμὸς οἰκογενειακῶν ἐπιδομάτων, συμφώνως πρὸς τὴν ἐλληνικὴν νομοθεσίαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6.

Ἀσφάλις ἀσθενείας.

Ἄρθρον 37.

1. Διὰ νὰ τύχουν τῶν διευκολύνσεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ σημεῖον 17, γράμμα α) τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν τελικοῦ Πρωτοκόλλου, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ σημεῖον αὐτὸ πρόσωπα ὀφείλουν νὰ προσκομίσουν εἰς ἓνα ἀπὸ τὰ ἀνεγνωρισμένα ἑλβετικὰ Ταμεῖα ἀσθενείας τὰ ὁποῖα συμμετέχουν εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐν λόγῳ σημείου μίαν βεβαίωσιν ἀναφέρονσαν τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς ὑπαγωγῆς εἰς τὴν ἐλληνικὴν ἀσφάλισιν ἀσθενείας καὶ τὴν περιόδον ἀσφαλίσεως κατὰ τὸ διάστημα τῶν τελευταίων ἐξ μηνῶν. Τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀσθενείας δύναται, ἐνδεχομένως, νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὸ Ι.Κ.Α. ἐπιβεβαίωσιν μακροτέρων περιόδων.

2. Ἡ βεβαίωσις χορηγεῖται κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀπὸ τὸν ἀρμόδιον ἐλληνικὸν ὀργανισμὸν. Ἐὰν τὸ πρόσωπον αὐτὸ δὲν ἔχῃ τὴν ἐν λόγῳ βεβαίωσιν, τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀσθενείας τὸ ὁποῖον ἔλαβε τὴν αἰτήσιν ἀποδοχῆς ἀπευθύνεται εἰς τὸ Ι.Κ.Α. μέσω τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ Γραφείου κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων διὰ τὴν λήψιν τῆς ἀπαιτουμένης βεβαίωσως.

Εἰς αὐτὴν τὴν περίπτωσιν, τὸ πρόσωπον ὀφείλει νὰ ὑποδείξῃ τὸν ἐλληνικὸν ὀργανισμὸν εἰς τὸν ὁποῖον ἦταν ἡσφαλισμένον καὶ τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ τελευταίου τοῦ ἐργοδότη εἰς τὴν Ἑλλάδα.

3. Ὁ κατάλογος τῶν Ταμείων ἀσθενείας τὰ ὁποῖα συμμετέχουν εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ σημείου 17, γράμμα α) τοῦ τελικοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν εὑρίσκεται εἰς τὸ παράρτημα 2 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἡ ἀρμοδία ἑλβετικὴ ἀρχὴ θὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἐλληνικὴν ἀρχὴν τὰ ὀνόματα τῶν ἄλλων Ταμείων ἀσθενείας τὰ ὁποῖα θὰ δηλώσουν ἀργότερον ὅτι δέχονται νὰ ἐφαρμόσουν τὸ σημεῖον 17, γράμμα α) τοῦ ἐν λόγῳ Πρωτοκόλλου

Ἄρθρον 38.

Διὰ νὰ τύχουν τῶν διευκολύνσεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ σημεῖον 17, γράμμα β), τοῦ τελικοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν, τὰ πρόσωπα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ σημεῖον αὐτὸ ὀφείλουν νὰ προσκομίσουν εἰς τὸν ἀρμόδιον ἐλληνικὸν ὀργανισμὸν μίαν βεβαίωσιν ἀναφέρονσαν τὰς πραγματοποιηθείσας εἰς τὴν Ἑλβετίαν περιόδους ἀσφαλίσεως τοῦ ἔτους κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ὁποίου διακόπτεται ἡ ἀσφάλις εἰς αὐτὴν τὴν χώραν καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγούμενου ἡμερολογιακοῦ ἔτους

Ἡ βεβαίωσις χορηγεῖται ἀπὸ τὸ ἑλβετικὸν Ταμεῖον ἀσθενείας κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερομένου. Ἐὰν τὸ πρόσωπον αὐτὸ δὲν ἔχῃ τὴν ἐν λόγῳ βεβαίωσιν, ὁ ἐλληνικὸς ἀσφαλιστικὸς ὀργανισμὸς ὁ ὁποῖος ἔλαβε τὴν αἰτήσιν ἀποδοχῆς ἀπευθύνεται εἰς τὸ ὁμοσπονδιακὸν Γραφεῖον κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων διὰ τὴν λήψιν τῆς ἀπαιτουμένης βεβαίωσως. Εἰς αὐτὴν τὴν τελευταίαν περίπτωσιν, τὸ ἐνδιαφερόμενον πρόσωπον δίδει ὅλας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ὑπαγωγὴν του εἰς τὴν Ἑλβετικὴν ἀσφάλισιν πληροφορίας.

ΤΙΤΛΟΣ IV

ΔΙΑΦΟΡΟΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 39.

1. Οἱ ἀσφαλιστικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ ὀργανισμοὶ συνδέσμου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνοῦν, κατόπιν γενικῆς ἢ εἰδικῆς αἰτήσεως, τὴν ἀπαραίτητον ἀλληλοβοήθειαν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

2. Οἱ ἀσφαλιστικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ ὀργανισμοὶ συνδέσμου τοῦ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν κοινοποιοῦν εἰς τὸν ὀργανισμὸν τοῦ ἄλλου Μέρους ἀντίγραφον τῶν ἀποφάσεων αἱ ὁποῖαι ἐλήφθησαν εἰς τὴν συνέχειαν μιᾶς διαδικασίας πρὸς τὴν ὁποίαν ὁ ἐν λόγῳ ὀργανισμὸς ἔχει σχέσιν, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἀρθροῦ 28 τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 40.

Οἱ δικαιούχοι παροχῶν χορηγουμένων συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, οἱ ὁποῖοι διαμένουν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους ὀφείλουν νὰ κοινοποιοῦν εἰς τὸν ὀφειλέτην ὀργανισμὸν, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε μέσω τῶν ὀργανισμῶν συνδέσμου, ὅλας τὰς μεταβολὰς εἰς τὴν προσωπικὴν ἢ οἰκογενειακὴν κατάστασιν, εἰς τὴν κατὰστασιν τῆς υγείας των ἢ εἰς τὴν ἱκανότητά των πρὸς ἐργασίαν καὶ κέρδος, αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ μεταβάλλουν τὰ δικαιώματα ἢ τὰς ὑποχρεώσεις των συμφώνως πρὸς τὰς νομοθεσίας αἱ ὁποῖαι ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸ ἀρθρον 2 τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν διατάξεων αὐτῆς τῆς τελευταίας.

2. Οἱ ἀσφαλιστικοὶ ὀργανισμοὶ ἀνταλλάσσουν μέσω τῶν ὀργανισμῶν συνδέσμου τὰς πληροφορίας τῆς αὐτῆς φύσεως, τῶν ὁποίων ἔλαβον γνῶσιν.

Ἄρθρον 41.

1. Τὰ καθαρῶς διοικητικὰ ἔξοδα τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐπιβαρύνουν τοὺς ὀργανισμοὺς οἱ ὁποῖοι εἶναι ἐπιφορτισμένοι μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν του.

2. Τὰ ἔξοδα τὰ προκύπτοντα ἀπὸ τὰς ἱατρικὰς ἐξετάσεις καὶ ἀπὸ τὰς ἐξετάσεις αἱ ὁποῖαι ἀποβλέπουν εἰς τὸν προσδιορισμὸν τῆς ἱκανότητος πρὸς ἐργασίαν καὶ κέρδος καθὼς καὶ τὰ ἔξοδα μετακινήσεως, διατροφῆς καὶ κατοικίας καὶ τὰ λοιπὰ ἐξ αὐτῶν προκύπτοντα ἔξοδα προκαταβάλλονται ἀπὸ τὸν ἐπιφορτισμένον μετὰ τὴν ἐξέτασιν ὀργανισμὸν καὶ ἀποδίδονται χωριστὰ δι' ἐκάστην περίπτωσιν ἀπὸ τὸν ὀργανισμὸν ὁ ὁποῖος τὴν ἐζήτησεν.

Ἄρθρον 42.

Ὁ παρὼν Κανονισμὸς τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἰδίαν ἡμερομηνίαν μετὰ τὴν Σύμβασιν κοινωνικῆς ἀσφαλείας τὴν συναφθεῖσαν τὴν 1ην Ἰουνίου 1973 μετὰ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἑλβετίας.

Θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ διὰ τὴν ἰδίαν μετὰ τὴν Σύμβασιν διάρκειαν.

Ἐγένετο εἰς Ἀθήνας τὴν 24 Ὀκτωβρίου 1980, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν ἐλληνικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κειμένων ἐχόντων ἴσῃν ἰσχύϊν.

Διὰ τὴν ἀρμοδίαν
Ἑλληνικὴν ἀρχὴν
(Ἵπογραφή)

Διὰ τὴν ἀρμοδίαν
Ἑλβετικὴν ἀρχὴν
(Ἵπογραφή)

Παράρτημα I

Αἱ προθέσεις, αἱ μεγάλοι συσκευαὶ καὶ αἱ ἄλλαι παροχαὶ εἰς εἶδος οὐσιώδους σημασίας αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Διοικητικοῦ Κανονισμοῦ θεωροῦνται αἱ ἀκόλουθοι, εἰς τὴν ἔκτασιν εἰς τὴν ὁποίαν προβλέπονται εἰς ἐκάστην περίπτωσιν ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ φορέως τοῦ τόπου διαμονῆς ἢ κατοικίας ἐφαρμοζομένης νομοθεσίας.

α) Τεχνητά μέλη, ὀρθοπεδικὰ συσκευὰ καὶ κηδεμόνες, συμπεριλαμβανομένων ὀρθοπεδικῶν κορσέδων μὲ ἐπένδυσιν καθὼς καὶ μὲ συμπληρώματα, ἐξαρτήματα καὶ ἐργαλεῖα.

β) Ὁρθοπεδικὰ ὑποδήματα, μετὰ τοῦ ἀντιστοίχου συνήθους ὑποδήματος (μὴ ὀρθοπεδικοῦ).

γ) Πλαστικὰ σιαγόνων καὶ προσώπου, φενάκια.

δ) Τεχνητοὶ ὀφθαλμοί, φακοὶ ἐπαφῆς, μεγεθυντικὰ καὶ μακροῦς ἀκτίνος διόπτραι.

ε) Ἀκουστικὰ συσκευὰ, ἰδίᾳ ἀκουστικὰ καὶ φωνητικὰ συσκευὰ.

στ) Τεχνητοὶ ὀδόντες (σταθεροὶ καὶ κινητοὶ) καὶ συμπληρωματικὰι προθέσεις τῆς στοματικῆς κοιλότητος.

ζ) Ἀμαξιθὶα ἀσθενῶν (χειροκίνητα ἢ ἐφωδιασμένα διὰ κινητήρος), κυλιόμενα καθίσματα ὡς καὶ ἄλλα μηχανικὰ μέσα κινήσεως, κῦνες ὁδηγοὶ τυφλῶν.

η) Ἀνανέωσις τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων παροχῶν.

θ) Εἰδικὰ ἑαυτεῖα.

ι) Παρακολούθησις καὶ ἰατρικὴ περίθαλψις :

- εἰς ἀναρρωτήριον, σανατόριον ἢ φυσικοθεραπευτήριον.

- εἰς ἴδρυμα διὰ προληπτικὴν θεραπείαν, ἐφ' ὅσον φαίνεται ὅτι ἡ διάρκειά παραμονῆς θὰ παραταθῇ πέραν τῶν εἴκοσι ἡμερῶν, συμφώνως πρὸς τὴν γνωμάτευσιν τοῦ θεράποντος ἰατροῦ εἴτε, συμφώνως πρὸς τὴν γνώμην τοῦ ἐλεγκτοῦ ἰατροῦ (ἰατρικὴ συμβουλὴ) τοῦ ὁργανισμοῦ τοῦ τόπου διαμονῆς ἢ κατοικίας ἂν τὸ ἀπαιτῇ εἰς ἀναλόγους περιπτώσεις ἢ νομοθεσία τοῦ τόπου ὅπου εὐρίσκεται ὁ ἐνδιαφερόμενος ἢ ἐφ' ὅσον ἡ διάρκειά παραμονῆς παρατείνεται πέραν τῶν εἴκοσι ἡμερῶν κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τὴν προκαταρκτικὴν γνωμάτευσιν τοῦ προαναφερθέντος ἰατροῦ.

ια) Μέτρα πρὸς λειτουργικὴν ἀναπροσαρμογὴν ἢ ἐπαγγελματικὴν ἀποκατάστασιν.

ιβ) Πᾶσαν ἄλλην ἰατρικὴν δραστηριότητα καὶ ὅλας τὰς ἄλλας ἰατρικὰς παροχάς, ὁδοντιατρικὰς ἢ χειρουργικὰς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ προβλεπόμενον κόστος τῆς ἰατρικῆς δραστηριότητος ἢ παροχῆς ὑπερβαίνει τὰ ποσά, τὰ ὅποια θὰ καθορισθοῦν δι' ἀλληλογραφίας μετὰξὺ τῶν ὁργανισμῶν συνδέσμου.

Παράρτημα 2.

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ

τῶν ἀνεγνωρισμένων ἐλβετικῶν Ταμείων ἀσθενείας εἰς τὰ ὅποια οἱ Ἕλληνες καὶ ἐλβετοὶ ὑπήκοοι δύνανται νὰ ὑπαχθῶν ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ σημεῖον 17 τοῦ τελικοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Συμβάσεως Κοινωνικῆς Ἀσφαλείας μετὰξὺ τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας καὶ τῆς Ἑλλάδος τῆς 1ης Ἰουνίου 1973.

A. TAMEIA ANOIKTA

(Τὰ Ταμεῖα αὐτὰ ἔχουν πεδῖον δραστηριότητος τὸ ὅποion ἐκτείνεται εἰς ὁλόκληρον τὴν Ἑλβετίαν ἢ εἰς ὀρισμένην περιοχὴν καὶ εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν ὅλων ὅσων κατοικοῦν εἰς τὴν ἀκτῖνα δραστηριότητός των).

1. Κεντρικὰ Ταμεῖα μὲ δραστηριότητα εἰς ὁλόκληρον τὴν Ἑλβετίαν.

KRANKENKASSE ARGOVIA, CÖNHARDWEG 15, 5.000 ARAU

SCHWEIZERISCHE GRÜTLI - KRANKENVERSICHERUNG, EFFINGERSTR. 64, 3000 BERN

KRANKENKASSE FÜR DEN KANTON BERN, LAUBEGGSTRASSE 68, 3006 BERN

INTRAS, CAISSE - MALADIE, 41, AV. VIBERT, 1227 CAROUGE

«DIE EIDGENÖSSISCHE» KRANKEN - UND UNFALLKASSE, BRISLACHSTR. 2, 4242 LAUFEN

CHRISTLICH-SOZIALE KRANKEN - UND UNFALLKASSE DER SCHWEIZ, ZENTRARLST 18, 6003 LUZERN

SCHWEIZERISCHE KRANKEN - UND UNFALLKASSE KONKORDIA, BUNDESPLATZ 15, 6002 LUZERN

CAISSE - MALADIE FRATERNELLE DE PREVOYANCE, RUE LOUIS FAVRE 12, 2000 NEUCHÂTEL

SCHWEIZERISCHE KRANKENKASSE HELVETIA, STADELHOFERSTR. 25, 8024 ZÜRICH
SCHWEIZERISCHE KRANKENKASSE UNION, STAUFFACHERSTRASSE 45, 8004 ZÜRICH

SANTAS SCHWEIZERISCHE KRANKENKASSE GESCHAFTSSTELLE ZÜRICH, LAGERSTR. 107, 8021 ZÜRICH

2. Ταμεῖα περιφερειακὰ ἢ τοπικά.

OEFFENTLICHE KRANKENKASSE BASELSTADT, KELLERGÄSSLEIN, 4051 BASEL

OEFFENTLICHE KRANKENKASSE, 7017 FLIMSDORF

EINWOHNER - KRANKENKASSE FRAUENFELD, RHEINSTR. 11, 8500 FRAUENFELD

L'AVENIR, SOCIÉTÉ ROMANDE D'ASSURANCE-MALADIE ET ACCIDENTS RUE DE LOCARNO 17, 1701 FRIBOURG

OSKA KRANKENVERSICHERUNG, VADIANSTR. 26, 9001 ST-GALLEN

KRANKENKASSE SWS (SEE-, WYNEN - UND SUHRENTAL), 5726 USTERKULM

ZÜRCHERISCHE KRANKENKASSE, BANKSTR. 27, 8610 USTER

OEFFENTLICHE KRANKENKASSE WINTERTHUR, PALMSTR. 16, 8400 WINTERTHUR

TOUTES LES CAISSES - MALADIE COMMUNALES DU CANTON DE ST - GALL,

B. TAMEIA ΚΛΕΙΣΤΑ.

(Τὰ ἐν λόγω ταμεῖα ἀσφαλίζουν μόνον πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ὁρισμένον ἐπάγγελμα, ἐπιχείρησιν ἢ θρησκείαν).

1. Ταμεῖα ἐπαγγελματικὰ.

SCHWEIZERISCHE KRANKENKASSE FÜR DAS BAU - UND HOLZGEWERBE UND VERWANDTE BERUFE, STRASSBURGSTR. 11, 8021 ZÜRICH

KRANKENKASSE DES SCHWEIZERISCHEN KAUFMÄNNISCHEN VEREINS, LÖWENSTR. 17, 8023 ZÜRICH

2. Ταμεῖα ἐπιχειρήσεων.

(Δεδομένου ὅτι τὰ ταμεῖα ἀσθενείας τῶν ἐπιχειρήσεων ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἀσφαλίζουν μόνον τοὺς ἐργαζομένους οἱ ὅποιοι ἀπασχολοῦνται εἰς τὴν ἐπιχείρησίν των, τὰ μέλη οἰκογενείας δὲν δύνανται νὰ ὑπαχθῶν εἰς ἕνα τέτοιο ταμεῖον παρὰ μόνον ἂν ὑπάρχουν διατάξεις αἱ ὁποῖαι τὸ προβλέπουν ρητῶς. Συνιστᾶται ἡ πληροφόρησις ἐπὶ τοῦ θέματος ἀπὸ τὸ σχετικὸν ταμεῖον).

BETRIEBSKRANKENKASSE SPRECHER UND SCHUH AG, 5001 AARAU

BETRIEBSKRANKENKASSE DES PERSONALS DER AKTIENGESSELLSCHAFT BROWN BOVERI & CIE, UND DER MICAFIL AG, 5401 BADEN

BETRIEBSKRANKENKASSE WILD 9435 HEERBRUGG

BETRIEBSKRANKENKASSE DER FIRMA JACOB ROHNER AG, 9445 REBSTEIN

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF

concernant les modalités d'application de la Convention de sécurité sociale conclue entre la Grèce et la Suisse le 1er Juin 1973

Conformément à l'article 22, paragraphe premier, lettre a), de la Convention de sécurité sociale conclue le 1er Juin 1973 entre la Grèce et la Suisse, appelée ci-a-

près «la Convention», les autorités compétentes représentées par :

du côté grec : Monsieur Anastasios Zafirakopoulos, directeur au Ministère des Services sociaux

du côté suisse : Monsieur Adelrich Schuler, directeur de l'Office fédéral des assurances sociales

sont convenues des dispositions suivantes :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Les autorités compétentes désignées à l'article premier, lettre d), de la Convention ou, avec leur assentiment, les organismes de liaison désignés à l'article 22, paragraphe 2, de la Convention, établissent d'un commun accord les formules nécessaires à l'application de la Convention et du présent Arrangement.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES

A LA LEGISLATION APPLICABLE

Article 2

1. Dans les cas visés à l'article 6, lettre a), première phrase, de la Convention, les organismes de la Partie contractante dont la législation demeure applicable, qui sont désignés au paragraphe suivant, attestent sur requête de l'employeur que la personne intéressée est soumise à cette législation.

2. L'attestation est établie
— en Suisse

par la caisse de compensation compétente de l'assurance - vieillesse, survivants et invalidité et, les cas échéant, par l'agence d'arrondissement compétente de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (appelée ci-après «la Caisse nationale»);

— en Grèce
par l'organisme compétent pour l'assurance à laquelle l'intéressé est soumis.

3. Si la durée du détachement doit se prolonger au-delà de la période de 24 mois fixée à l'article 6, lettre a), première phrase, de la Convention, l'accord prévu à cette même lettre a), second phrase, doit être demandé.

— en Suisse

à l'Office fédéral des assurances sociales, à Berne,

— en Grèce

au Ministère des Services sociaux, à Athènes.

4. La décision prise d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Parties contractantes en application de l'article 6, lettre a), de la Convention doit être communiquée aux organismes intéressés.

Article 3.

1. Pour l'exercice du droit prévu à l'article 7, paragraphes 2 et 3, de la Convention, les travailleurs occupés en Suisse doivent présenter leur requête

— à l'Institut des assurances sociales, à Athènes (appelé ci-après «l'I.K.A.»);

et les travailleurs occupés en Grèce

— à la Caisse fédérale de compensation, à Berne.

2. Lorsque les travailleurs visés à l'article 7, paragraphes 2 et 3, de la Convention optent en faveur de la législation de l'Etat acréditant, les organismes assureurs compétents de cet Etat leur remettent une attestation certifiant qu'ils sont soumis à ladite législation.

Article 4.

Les décisions prises d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Parties contractantes en application de l'article 8 de la Convention, sont communiquées aux organismes intéressés.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES

AUX PRESTATIONS

Chapitre Premier

Vieillesse et décès

I. Ressortissants grecs résidant en Grèce et pouvant prétendre à des prestations de l'assurance suisse

A. Introduction et instruction des demandes

Article 5.

1. Les ressortissants grecs adressent leur demande de rente de l'assurance - vieillesse et survivants suisse à l'I.K.A.

2. Les demandes de rente doivent être présentées sur les formules mises à la disposition de l'I.K.A. par la Caisse de compensation (appelée ci-après «la Caisse suisse»). Les indications données sur ces formules doivent, en tant que celles-ci le prévoient, être étayées des pièces justificatives requises.

Article 6.

1. L'I.K.A. inscrit la date de réception de la demande de prestations sur la formule même et vérifie si cette demande est établie d'une manière complète. L'I.K.A. ou l'organisme compétent atteste, en tant que prévu dans la formule, l'exactitude des déclarations du requérant. La demande est ensuite transmise à la Caisse suisse par l'I.K.A.

2. A la requête de la Caisse suisse, l'I.K.A. fournit d'autres documents ou établit des attestations.

Article 7.

La Caisse suisse statue sur la demande de rente et adresse directement sa décision au requérant, avec indication des voies et délais de recours; elle en transmet deux copies à l'I.K.A.

Article 8.

Les ressortissants grecs résidant en Grèce adressent leurs recours contre les décisions des caisses de compensation suisses ou leurs recours de droit administratif contre les jugements des autorités suisses de première instance aux autorités judiciaires suisses compétentes, soit directement sous pli recommandé, soit par l'intermédiaire de l'I.K.A.

Dans ce dernier cas, l'I.K.A. mentionne la date de réception sur le mémoire de recours avant de le faire parvenir à la Caisse suisse, à l'intention de l'autorité judiciaire compétente.

B. Paiement des prestations

Article 9.

Les rentes de l'assurance - vieillesse et survivants suisse sont versées directement par la Caisse suisse aux ayants droit résidant en Grèce, selon les dispositions prévues par la législation suisse. Les autorités compétentes peuvent convenir que les versements s'effectueront par l'entremise d'organismes de liaison.

Article 10.

La Caisse suisse demande une fois par année aux bénéficiaires de prestations de l'assurance - vieillesse et survivants suisse soit directement, soit par l'intermédiaire de l'I.K.A., un certificat de vie ainsi que les autres attestations nécessaires pour le service des prestations.

Article 11.

Les articles 5 à 9 s'appliquent par analogie pour l'octroi et le paiement de l'indemnité unique en application de l'article 9, paragraphe 2, de la Convention.

Article 12.

1. Les ressortissants grecs, qui requièrent le transfert des cotisations en application de l'article 12, paragraphes 1 et 2, de la Convention, doivent adresser leur demande à l'organisme grec d'assurance compétent en utilisant à cet effet la formule spéciale de demande de transfert. La demande est transmise à la Caisse suisse par l'I.K.A.

2. La Caisse suisse statue sur la demande et fait parvenir sa décision au requérant; elle en envoie deux copies à l'I.K.A. et procède, le cas échéant, au transfert requis.

3. L'article 8 du présent Arrangement est applicable par analogie.

II. Ressortissants suisses et grecs résidant en Suisse et pouvant prétendre à des prestations de l'assurance-vieillesse et survivants grecque.

A. Introduction et instruction des demandes

Article 13

1. Les ressortissants suisses et grecs adressent leur demande de prestation de l'assurance - vieillesse et survivants grecque à la Caisse suisse.

2. Les demandes de prestations doivent être présentées sur les formules mises à la disposition de la Caisse suisse par l'I.K.A. Les indications données sur ces formules doivent, en tant que celles-ci le prévoient, être étayées des pièces justificatives requises.

Article 14

1. La Caisse suisse inscrit la date de réception de la demande de prestation sur la formule même, vérifie si cette demande est établie d'une manière complète et atteste, en tant que prévue dans la formule, l'exactitude des déclarations du requérant; la caisse transmet ensuite la demande à l'I.K.A.

2. A la requête de l'I.K.A., la Caisse suisse fournit d'autres documents ou établit des attestations.

Article 15

L'organisme compétent grec statue sur la demande de prestation et adresse directement sa décision au requérant, avec indication des voies et délais de recours; une copie de cette décision est transmise à la Caisse suisse par l'I.K.A.

Article 16

Les ressortissants grecs et suisses résidant en Suisse adressent leurs recours de tous genres contre les décisions des organismes d'assurance grecs à ces organismes, soit directement sous pli recommandé, soit par l'intermédiaire de la Caisse suisse.

Dans ce dernier cas, la Caisse suisse mentionne la date de réception sur le mémoire de recours avant de le faire parvenir à l'I.K.A. à l'intention de l'organisme compétent.

B. Paiement des prestations

Article 17

Les prestations de vieillesse et aux survivants sont versées directement par l'organisme compétent grec aux ayants droit résidant en Suisse, selon les dispositions prévues par la législation grecque. Les autorités compétentes peuvent convenir que les versements s'effectueront par l'entremise d'un organisme de liaison.

Article 18

L'organisme compétent demande aux bénéficiaires de prestations, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Caisse suisse, un certificat de vie ainsi que les autres attestations nécessaires pour le service des prestations.

III. Ressortissants suisses et grecs résidant dans un Etat tiers et pouvant prétendre à des prestations de l'assurance - vieillesse et survivants suisse ou grecque

Article 19

1. Les ressortissants suisses qui résident dans un Etat tiers et qui peuvent prétendre à une prestation de l'assurance grecque, adressent leur demande directement à l'organisme compétent grec en y joignant les pièces justificatives nécessaires.

2. Les ressortissants grecs qui résident dans un Etat tiers et qui peuvent prétendre à une prestation de l'assurance suisse, adressent leur demande directement à la Caisse suisse en y joignant les pièces justificatives nécessaires.

3. L'organisme compétent grec, dans les cas prévus au paragraphe premier, et la Caisse suisse, dans les cas prévus au paragraphe 2 du présent article, statuent sur les demandes, transmettent leurs décisions et effectuent les paiements directement aux ayants droit, le cas échéant, conformément aux accords de paiement existant entre le pays de l'organisme débiteur et l'Etat tiers.

IV. Communication des périodes d'assurance

Article 20

Aux fins d'application de l'article 15 de la Convention, la Caisse suisse communique sur demande de l'I.K.A. les périodes d'assurance que le requérant a accomplies selon la législation suisse.

CHAPITRE 2

Invalidité

I. Ressortissants grecs et suisses pouvant prétendre à une rente de l'assurance - invalidité suisse ou bénéficiant d'une telle prestation.

Article 21

Aux fins d'application de l'article 14, paragraphe 3, de la Convention, l'I.K.A. communique sur demande de la Caisse suisse les périodes d'assurance que le requérant a accomplies selon la législation grecque.

Article 22

Lorsque le titulaire d'une rente d'invalidité a transféré sa résidence en Grèce, la Caisse suisse peut, en tout temps, demander à l'I.K.A. de procéder à des examens médicaux et de lui fournir les autres renseignements requis par la législation suisse.

Article 23

Lorsqu'un ressortissant grec au bénéfice d'une rente d'invalidité transfère sa résidence en Grèce, les articles 8 à 10 s'appliquent par analogie.

II. Ressortissants suisses et grecs pouvant prétendre à une rente d'invalidité grecque ou bénéficiant d'une telle prestation

Article 24

Aux fins d'application de l'article 16 de la Convention, la Caisse suisse communique sur demande de l'I.K.A. les périodes d'assurance que le requérant a accomplies selon la législation suisse.

Article 25

Lorsque le titulaire d'une prestation d'invalidité a transféré sa résidence en Suisse, l'I.K.A. peut, en tout temps, demander à la Caisse suisse de faire procéder à des examens médicaux et de lui fournir les autres renseignements requis par la législation grecque

Article 26

Lorsque le titulaire d'une prestation d'invalidité transfère sa résidence en Suisse, les articles 16 à 18 s'appliquent par analogie.

CHAPITRE 3

Dispositions communes aux chapitres 1 et 2

Article 27

Les périodes d'assurance communiquées conformément aux articles 20 et 21 du présent Arrangement aux fins d'application des articles 15, paragraphe premier, et 11, paragraphe 3, de la Convention, sont converties à raison d'un mois d'assurance dans les assurances suisses pour 25 jours d'assurance dans les assurances grecques et inversement.

L'application de la règle de l'alinéa précédent ne peut conduire à retenir, pour l'ensemble des périodes accomplies au cours d'une année civile à un total supérieur à douze mois selon la législation suisse et à 300 jours selon la législation grecque.

CHAPITRE 4

Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 28

1. Les ressortissants suisses et grecs ou leurs survivants résidant en Grèce, qui prétendent à des prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle en application de la législation suisse, adressent leur demande à la Caisse nationale, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'I.K.A.

2. Les ressortissants suisses et grecs ou leurs survivants résidant en Suisse, qui prétendent à des prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle en application de la législation grecque, adressent leur demande à l'I.K.A., soit directement, soit par l'intermédiaire de la Caisse nationale.

3. Les ressortissants suisses et grecs ou leurs survivants résidant dans un Etat tiers, qui prétendent à des prestations de l'assurance - accidents suisse ou grecque en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, doivent s'adresser directement à l'organisme suisse ou grec compétent pour l'octroi de ces prestations.

Article 29

1. Les ressortissants suisses et grecs ou leurs survivants résidant en Grèce adressent leurs recours relatifs aux prestations de l'assurance-accidents suisse au

Tribunal cantonal des assurances, à Lucerne, et leurs recours de droit administratif contre les décisions d'un tribunal cantonal d'assurance au Tribunal fédéral des assurances à Lucerne, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'I.K.A. Dans ce dernier cas, la date de réception doit être mentionnée sur le mémoire de recours.

2. Les ressortissants grecs et suisses ou leurs survivants résidant en Suisse, adressent leurs recours de tous genres contre les décisions des organismes d'assurance grecs à ces organismes soit directement sous pli recommandé, soit par l'intermédiaire de la Caisse nationale.

Dans ce dernier cas, la Caisse nationale mentionne la date de réception sur le mémoire de recours avant de le faire parvenir à l'I.K.A. à l'intention de l'organisme compétent.

Article 30

Dans les cas visés à l'article 17, paragraphe premier de la Convention, les prestations en nature sont servies par l'organisme du pays où l'accident est survenu, si l'intéressé prouve son droit auxdites prestations.

Dans les cas où aucun document attestant le droit aux prestations ne peut être produit, l'organisme du lieu où l'accident est survenu demande à l'organisme compétent les attestations et documents nécessaires.

Article 31

En application de l'article 17, paragraphe 2, de la Convention, l'organisme débiteur remet à l'assuré une attestation établissant son droit aux prestations après son transfert de résidence.

Article 32

Les prothèses et les prestations en nature de grande importance visées à l'article 17, paragraphe 4, de la Convention, sont énumérées à l'annexe 1 au présent Arrangement. Les organismes de liaison peuvent convenir, selon les besoins, d'apporter des modifications à cette annexe.

Article 33

1. Pour l'application de l'article 18, paragraphe premier, de la Convention, l'incapacité de travail doit être attestée par un rapport médical établi selon les modalités appliquées par l'organisme du lieu de résidence. En outre, l'assuré informe ledit organisme du nom et de l'adresse de son employeur.

L'organisme du lieu de résidence communique la durée d'incapacité de travail de l'assuré à l'organisme compétent. Ce dernier se réserve le droit de faire réexaminer l'assuré par un médecin de son choix.

2. Les examens médicaux ultérieurs de l'assuré sont effectués selon les modalités appliquées par l'organisme du lieu de résidence. Lorsque ce dernier constate que l'assuré est apte à reprendre le travail, il communique la date de la fin de l'incapacité de travail d'une part à l'assuré et d'autre part à l'organisme compétent.

3. Si l'organisme compétent demande le paiement des prestations en espèces par l'intermédiaire de l'organisme du lieu de résidence, il précise dans sa communication le montant des prestations, ainsi que la durée pendant laquelle celles-ci sont dues.

Article 34

1. En application de l'article 19 de la Convention, les frais relatifs aux prestations en nature à rembourser par l'organisme compétent sont fixés comme suite :

a) En Suisse
les montants effectifs déboursés par la Caisse nationale;

b) En Grèce
les dépenses effectives afférentes à ces prestations telles qu'elles résultent de la comptabilité des organismes qui les ont servies.

2. Les montants fixés par les organismes d'assurance des deux pays conformément au paragraphe premier du présent article, sont calculés séparément pour chaque cas. Les créances sont présentées après chaque liquidation.

Article 35

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent également par analogie aux accidents non professionnels indemnissables selon les législations suisse et grecque.

CHAPITRE 5

Prestations familiales

Article 36

1. Les ressortissants grecs résidant en Suisse qui demandent les allocations pour enfants en application de la législation fédérale suisse pour des enfants demeurés en Grèce, doivent appuyer leur demande par la présentation d'une attestation prouvant l'existence des enfants et établie par l'autorité du lieu de résidence des enfants compétente en la matière. Les ressortissants grecs fourniront en outre, tous autres renseignements ou toute documentation dont les caisses d'allocations familiales demanderont la production conformément à la législation suisse.

2. Les ressortissants suisses résidant en Grèce qui demandent les allocations pour enfants en application de la législation grecque, pour des enfants demeurés en Suisse, doivent appuyer leur demande par la présentation d'une attestation prouvant l'existence des enfants et établie par l'autorité du lieu de résidence des enfants compétente en la matière. Les ressortissants suisses fourniront en outre tous autres renseignements ou toute documentation dont l'organisme d'allocations familiales demande la production conformément à la législation grecque.

CHAPITRE 6

Assurance maladie

Article 37

1. Pour bénéficier des facilités prévues au point 17, lettre a) du protocole final joint à la Convention, les personnes visées à ce point sont tenues de présenter à l'une des caisses - maladie suisses reconnues qui participent à l'application dudit point une attestation mentionnant la date de la fin d'affiliation à l'assurance maladie grecque et la période d'assurance au cours des six derniers mois. La caisse-maladie suisse peut, le cas échéant, demander confirmation à l'I.K.A. de périodes d'assurance plus longues.

2. L'attestation est délivrée sur requête de la personne intéressée par l'organisme compétent grec. Si cette personne n'est pas en possession de ladite attestation, la caisse-maladie suisse saisie de la demande d'admission s'adresse à l'I.K.A. par l'entremise de l'Office fédéral des assurances sociales pour obtenir l'attestation requise.

Dans ce cas, la personne doit indiquer l'organisme grec auprès duquel elle était assurée et le nom et l'adresse de son dernier employeur en Grèce.

3. La liste des caisses - maladie participant à l'application du point 17, lettre a), du protocole final joint à la Convention figure à l'annexe 2 au présent Arrangement. L'autorité compétente suisse communiquera à l'autorité compétente grecque les noms des autres caisses-maladie qui déclareront ultérieurement vouloir appliquer le point 17, lettre a) dudit protocole.

Article 38

Pour bénéficier des facilités prévues au point 17, lettre b), du protocole final joint à la Convention, les personnes visées à ce point sont tenues de présenter à l'organisme compétent grec une attestation mentionnant les périodes d'assurance effectuées en Suisse pendant l'année au cours de laquelle cesse l'assurance dans ce pays et pendant l'année civile précédente.

L'attestation est délivrée par la caisse-maladie suisse sur requête de la personne intéressée. Si cette personne n'est pas en possession de ladite attestation, l'organisme assureur grec saisi de la demande d'admission s'adresse à l'Office fédéral des assurances sociales pour obtenir l'attestation requise. Dans ce dernier cas, la personne intéressée fournit tous les renseignements concernant son affiliation en Suisse.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 39

1. Les organismes assureurs et les organismes de liaison des parties contractantes s'accordent, sur demande d'ordre général ou sur requête spéciale, l'entraide nécessaire à l'application de la Convention et du présent Arrangement.

2. Les organismes assureurs et les organismes de liaison de l'une des parties contractantes communiquent à l'organisme de l'autre partie une copie des décisions rendues à la suite d'une procédure à laquelle ledit organisme s'est joint en application de l'article 28 de la Convention.

Article 40

1. Les bénéficiaires de prestations servies selon la législation de l'une des parties contractantes, qui résident sur le territoire de l'autre partie, sont tenus de communiquer à l'organisme débiteur, soit directement, soit par l'entremise des organismes de liaison, tous changements dans leur situation personnelle et familiale, dans leur état de santé ou dans leur capacité de travail et de gain qui peuvent modifier leurs droits ou leurs obligations au regard des législations énumérées à l'article 2 de la Convention et des dispositions de cette dernière.

2. Les organismes assureurs se communiquent réciproquement par l'entremise des organismes de liaison les renseignements de même nature qui parviennent à leur connaissance.

Article 41

1. Les frais administratifs proprement dits résultant de l'application du présent Arrangement sont supportés par les organismes chargés de son application.

2. Les frais résultant des examens médicaux et des examens visant à déterminer la capacité de travail ou de gain ainsi que les frais de déplacement, de nourriture ou de logement et les autres frais qui en découlent sont avancés par l'organisme chargé de l'enquête et sont remboursés séparément pour chaque cas par l'organisme qui l'a requise.

Article 42

Le présent Arrangement entre en vigueur à la même date que la Convention de sécurité sociale conclue le 1er Juin 1973 entre la Grèce et la Suisse. Il demeurera en vigueur pour la même durée que la Convention.

Fait en double exemplaire, en langues grecque et française, les deux textes faisant également foi, à Athènes, le 24 Octobre 1980

Pour l'autorité compétente Pour l'autorité compétente
grecque : suisse :

Annexe 1

Les prothèses, le grand appareillage et les autres prestations en nature, d'une grande importance visés à l'article 32 de l'Arrangement administratif sont les prestations suivantes, dans la mesure où elles sont prévues, pour le cas dont il s'agit, dans la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour ou du lieu de résidence :

a) Appareils de prothèse et appareils d'orthopédie ou appareils tuteurs y compris les corsets orthopédiques en tissu armé ainsi que tout suppléments, accessoires et outils.

b) Chaussures orthopédiques et chaussures de complément (non orthopédiques).

c) Prothèses maxillaires et faciales, perruques.

d) Prothèses oculaires, verres de contact, lunettes-jumelles et lunettes - télescopes.

e) Appareils de surdité, notamment les appareils acoustiques et phonétiques.

f) prothèses dentaires (fixes et amovibles) et prothèses obturatrices de la cavité buccale.

g) Voiturettes pour malades (à commande manuelle ou motorisées), fauteuils roulants et autres moyens mécaniques permettant de se déplacer, chiens-guides pour aveugles.

h) Renouvellement des fournitures visées aux aliénas précédents.

i) Cures.

j) Entretien et traitement médical :

— dans une maison de convalescence, un sanatorium ou un aérarium ;

— dans un préventorium lorsque la durée du séjour paraît devoir se prolonger au-delà de vingt jours selon l'avis du médecin traitant ou, si la législation du pays où l'intéressé se trouve l'exige dans les cas analogues, selon l'avis du médecin contrôleur (médecin-conseil) de l'institution du lieu de séjour ou du lieu de résidence, ou lorsque la durée du séjour se prolonge, contrairement à l'avis préalable du médecin susvisé, au-delà de vingt jours.

k) Mesures de réadaptation fonctionnelle ou de rééducation professionnelle.

1) Tout autre acte médical ou toute autre fourniture médicale, dentaire ou chirurgicale, à condition que le coût probable de l'acte ou de la fourniture dépasse des montants qui seront fixés par correspondance entre les organismes de liaison.

Annexe 2

LISTE

des caisses - maladie suisses reconnues auprès desquelles les ressortissants grecs et suisses peuvent s'affilier aux conditions prévues au point 17 du protocole final à la Convention de sécurité sociale entre la Confédération suisse et la Grèce du 1er juin 1973.

A. CAISSES OUVERTES

(Ces caisses ont un champ d'activité s'étendant soit à toute la Suisse, soit à une région déterminée, et sont ouvertes à toutes les personnes qui habitent dans leur rayon d'activité)

1. Caisses centralisées exerçant leur activité dans toute la Suisse

Krankenkasse Argovia, Gönhardweg 15, 5000 Aarau
Schweizerische Grütli - Krankenversicherung, Effingerstr. 64, 3000 Bern

Krankenkasse für den Kanton Bern, Laubeggstrasse 68, 3006 Bern

INTRAS, Caisse-maladie, 41, AV. Vibert, 1227 Carouge

«Die Eidgenössische» kranken - und Unfallkasse, Brislachstr. 2, 4242 Laufen

Christlichsoziale Kranken - und Unfallkasse der Schweiz, Zentralstr. 18, 6003 Luzern

Schweizerische Kranken - und Unfallkasse Konkordia, Bundesplatz 15, 6002 Luzern

Caisse - maladie Fraternelle de Prévoyance, Rue Louis Favre 12, 2000 Neuchâtel

Schweizerische Krankenkasse Helvetia, Stadelhoferstr. 25, 8024 Zürich

Schweizerische Krankenkasse Union, Stauffacherstrasse 45, 8004 Zürich

Sanitas Schweizerische Krankenkasse Geschäftsstelle Zürich, Lagerstr. 107, 8021 Zürich

2. Caisses régionales ou locales

Oeffentliche Krankenkasse Basel - Stadt, Kellergasse, 4051 Basel

Oeffentliche Krankenkasse, 7017 Flims - Dorf
Einwohner - Krankenkasse Frauenfeld, Rheinstr. 11, 8500 Frauenfeld

L'Avenir, Société romande d'assurance - maladie et accidents Rue de Locarno 17, 1701 Fribourg

OSKA Krankenversicherung, Vadianstr. 26, 9001 St-Gallen

Krankenkasse SWS (See-, Wynen - und Suhrental), 5726 Usterkulm

Zürcherische Krankenkasse, Bankstr. 27, 8610 Uster

Oeffentliche Krankenkasse Winterthur, Palmstr. 16, 8400 Winterthur

Toutes les caisses - maladie communales du canton de St - Gall

B. CAISSES FERMES

(Ces caisses n'assurent que les personnes appartenant à une profession, entreprise ou confession déterminée).

1. Caisses professionnelles

Schweizerische Krankenkasse für das Bau - und Holzgewerbe und verwandte Berufe, Strassburgstr. 11, 8021 Zürich

Krankenkasse des Schweizerischen Kaufmännischen Vereins, Löwenstr. 17, 8023 Zürich

2. Caisses d'entreprises

(Etant donné que les caisses - maladie d'entreprises ont la faculté de n'assurer que les travailleurs occupés dans leur entreprise, les membres de la famille ne peuvent s'affilier à une telle caisse que si des statuts le prévoient expressément. Il est donc recommandé de s'informer à ce sujet auprès de la caisse concernée.)

Betriebskrankenkasse Sprecher und Schuh AG, 5001 Aarau

Betriebskrankenkasse des Personals der Aktiengesellschaft Brown Boveri & Cie, und der Micafil AG, 5401 Baden

Betriebskrankenkasse WILD, 9435 Heerbrugg

Betriebskrankenkasse der Firma Jacob, Rohner AG, 9445 Rebstein

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

| | |
|---|-------------|
| 1. Για το Τεύχος Α' | Δραχ. 2.500 |
| 2. » » Β' | » 4.000 |
| 3. » » ΤΑΠΣ | » 3.000 |
| 4. » » Γ' | » 1.500 |
| 5. » » Δ' | » 3.500 |
| 6. » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ. | » 1.500 |
| 7. » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου | » 300 |
| 8. » » Παράρτημα | » 800 |
| 9. » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ. | » 10.000 |
| 10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας | » 800 |
| 11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι. | » 20.000 |

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

| | |
|--|-----------|
| 1. Για το Τεύχος Α' | Δραχ. 125 |
| 2. » » Β' | » 200 |
| 3. » » ΤΑΠΣ | » 150 |
| 4. » » Γ' | » 75 |
| 5. » » Δ' | » 175 |
| 6. » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ. | » 75 |
| 7. » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου | » 15 |
| 8. » » Παράρτημα | » 40 |
| 9. » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ. | » 500 |
| 10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας | » 40 |
| 11. Για όλα τα τεύχη | » 1000 |

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησης κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δραχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαβίωσης στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

Α'. Ανωνύμων Εταιρειών :

| | |
|---|--------------|
| 1. Των καταστατικών | Δραχ. 25.000 |
| 2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών | » 25.000 |
| 3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β') | » 15.000 |
| 4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών | » 8.000 |
| 5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης | » 10.500 |
| 6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού .. | » 9.000 |
| 7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσωπείας στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70 | » 6.000 |
| 8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ | » 2.800 |
| 9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών | » 2.800 |

| | |
|---|-------------|
| 10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγματεύση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967 | Δραχ. 2.800 |
| 11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67. | » 2.800 |
| 12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών | » 2.000 |

Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

| | |
|---|---------|
| 1. Των καταστατικών | » 2.800 |
| 2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών | » 2.800 |
| 3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης | » 3.200 |
| 4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων | » 2.800 |
| 5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη) | » 1.200 |
| 6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη | » 1.200 |
| 7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ. | » 1.000 |
| 8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις | » 1.000 |

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

| | |
|--|---------|
| 1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων | » 2.800 |
| 2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων | » 3.200 |

Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

ΙΙ. Στο Τέταρτο τεύχος :

| | |
|--|---------|
| Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεων | » 1.200 |
|--|---------|

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπραξης, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχείρισης του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

α) στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.

γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ